

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2006



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le Mali / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI AU TITRE DE L'ANNEE 2006

Décembre 2007

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	3
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	4
TABLEAUX.....	4
TABLEAUX EN ANNEXE.....	4
INTRODUCTION.....	7
1. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE INTERNATIONALE.....	7
2. ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET MONÉTAIRE AU MALI.....	9
ÉVOLUTION DES COMPTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	11
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	15
1. ÉVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE.....	16
1.1. <i>Évolution des exportations</i>	16
1.2. <i>Évolution des importations</i>	18
1.3. <i>Répartition géographique du commerce extérieur</i>	20
a) <i>Évolution globale</i>	20
b) <i>Commerce intra-UEMOA</i>	21
2. ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES.....	23
2.1. <i>Transports</i>	24
2.2. <i>Voyages</i>	24
2.3. <i>Services fournis ou reçus par les administrations publiques</i>	25
2.4. <i>Autres services</i>	25
3. ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS.....	26
3.1. <i>Rémunération des salariés</i>	26
3.2. <i>Revenus des investissements</i>	26
4. ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS.....	27
4.1. <i>Transferts courants des administrations publiques</i>	27
4.2. <i>Transferts courants des autres secteurs</i>	27
II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES.....	28
1. COMPTE DE CAPITAL.....	28
2. COMPTE D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES.....	29
2.1. <i>Investissements directs</i>	30
2.2. <i>Investissements de portefeuille et dérivés financiers</i>	30
2.3. <i>Autres investissements</i>	30
2.4. <i>Avoirs de réserve</i>	30
ÉVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	31
I. BANQUES DE DEPOTS.....	32
II. BANQUE CENTRALE.....	32
III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	34
ANNEXES.....	35
ANNEXE 1 : NOTE MÉTHODOLOGIQUE SUR L'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI.....	36
ANNEXE 2 : AJUSTEMENTS DES DONNÉES MONÉTAIRES.....	41
ANNEXE 3 : TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES SUR L'ÉVOLUTION DES COMPTES.....	42

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP :	Administrations publiques
BAD :	Banque Africaine de Développement
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD :	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF :	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CMDT :	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGDP :	Direction Générale de la Dette Publique
DNCC :	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNGM :	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNSI :	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
DNTCP :	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB :	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FCFA :	Franco de la Communauté Financière Africaine
FED :	Fonds Européen de Développement
FMI :	Fonds Monétaire International
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
PIB :	Produit Intérieur Brut
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
RCI :	République de Côte d'Ivoire
SYSCOA :	Système Comptable Ouest Africain
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA :	Union Monétaire Ouest Africaine
URTNA :	Union des Radios et Télévisions Nationales Africaines

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	15
Graphique 2 :	Structure du compte courant	15
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	17
Graphique 4 :	Structure des exportations	17
Graphique 5 :	Evolution des importations de marchandises CAF	19
Graphique 6 :	Structure par produit des importations de marchandises	19
Graphique 7 :	Destination géographique des exportations	20
Graphique 8 :	Origine géographique des importations	21
Graphique 9 :	Commerce intra-UEMOA	22
Graphique 10 :	Struture des échanges intra-UEMOA	23
Graphique 11 :	Evolution de la balance des services	23
TABLEAUX		
Tableau 1 :	Evolution de la balance des paiements	13
Tableau 2 :	Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)	14
Tableau 3 :	Evolution des exportations de biens	16
Tableau 4 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	18
Tableau 5 :	Evolution des importations CAF	18
Tableau 6 :	Evolution des transports	24
Tableau 7 :	Evolution du frêt	24
Tableau 8 :	Evolution des voyages	25
Tableau 9 :	Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques	25
Tableau 10 :	Evolution des autres services	25
Tableau 11 :	Evolution des revenus	26
Tableau 12 :	Evolution des transferts courants	27
Tableau 13 :	Evolution du compte de capital	29
Tableau 14 :	Evolution du compte d'opérations financières	29
Tableau 15 :	Evolution des avoirs et des engagements des banques primaires	32
Tableau 16 :	Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	33
Tableau 17 :	Evolution des avoirs extérieurs nets	33
Tableau 18 :	Evolution de la position extérieure globale	34
TABLEAUX EN ANNEXE		
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	41
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires	41
Tableau A3 :	Evolution de la balance des paiements courants	42
Tableau A4 :	Evolution des exportations FOB par produit	42
Tableau A5 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	43
Tableau A6 :	Evolution des importations CAF par produit	43
Tableau A7 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)	44
Tableau A8 :	Exportations FOB du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA	45
Tableau A9 :	Importations CAF du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA	45
Tableau A10 :	Orientation géographique des exportations du Mali	46
Tableau A11 :	Orientation géographique des importations du Mali	47
Tableau A12 :	Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en valeur et en volume	48
Tableau A13 :	Balance des paiements du Mali de 1996 à 2006	49
Tableau A14 :	Position extérieure globale du Mali de 1996 à 2006	57
Tableau A15 :	Balance des paiements du Mali – Présentation « Optique BCEAO »	59

RESUME

L'année 2006 a été marquée par l'expansion de l'activité économique, avec une croissance mondiale moyenne de 5,4%, après 4,9% l'année précédente. Cette évolution a été soutenue essentiellement par le dynamisme des pays émergents et des pays industrialisés dans un contexte caractérisé par la progression des cours de la plupart des matières premières, notamment l'or et le pétrole. Dans son rôle de valeur refuge face à la faiblesse du dollar, le cours moyen annuel du métal jaune s'est inscrit à 604,9 dollars l'once à fin 2006, contre 444,9 dollars un an plus tôt, soit une augmentation de 35,9%. S'agissant du pétrole, le cours moyen du baril sur le New York Mercantile Exchange s'est accru de 17,6% en 2006 en atteignant 67,4 dollars, en liaison avec la vigueur de la demande, d'une part, et les incertitudes sur les capacités de production d'autre part. Quant au coton, son cours a évolué à la hausse en 2006 en se fixant à 54,2 cents la livre, après 52,2 cents un an auparavant. Concernant le marché des changes, il s'est caractérisé par l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain et au yen pour des proportions respectives de 0,9 et 6,2%.

Au niveau de l'UEMOA, une décélération de la croissance économique a été enregistrée en 2006 avec un taux de croissance du PIB réel de 3,0%, après 4,1% l'année précédente, en raison de la flambée des cours du pétrole et de la persistance des difficultés éprouvées par certaines filières agricoles, notamment le coton. Quant à l'évolution du niveau général des prix, elle s'est soldée par un taux d'inflation (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation) de 2,3% en 2006 dans l'UEMOA, après 4,3% précédemment, consécutive à l'augmentation de la production vivrière et à l'approvisionnement suffisant des marchés en céréales. Cependant, l'impact de la baisse des prix des céréales a été atténué par celui de l'augmentation des cours du baril de pétrole.

Au Mali, l'activité économique a poursuivi son dynamisme en 2006, grâce notamment aux secteurs primaire et secondaire. En effet, la croissance du PIB, en termes réels, a été de 5,3% en 2006, après 6,1% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 3.201,5 milliards de FCFA, en hausse de 10,6% par rapport à l'année 2005. Pour ce qui est de l'évolution des prix en 2006, une augmentation de 1,5% a été enregistrée contre 6,4% en 2005. Par ailleurs, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est aggravé avec un montant de 234.300 millions de FCFA, soit 7,3% du PIB, attribuable à une augmentation des dépenses totales et prêts nets.

Evoluant au rythme de la conjoncture économique internationale et nationale, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2006 se sont soldées par un excédent global de la balance des paiements de 84.982 millions de FCFA et une position extérieure globale en fin de période de -646.119 millions de FCFA¹. Cette année a également vu la mise en œuvre de l'annulation d'une partie substantielle de la dette du Mali avec l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM).

La hausse de l'excédent du solde global de la balance des paiements est attribuable à l'amélioration du solde du compte de transactions courantes et de celui du compte de capital. En effet, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 114.306 millions de FCFA, contre 230.883 millions de FCFA en 2005. En part du PIB, le solde du compte courant a affiché un taux de -3,6% (-6,3% hors transferts officiels) en 2006, contre -8,0% (-10,1% hors transferts officiels) en 2005. Cette évolution favorable s'appuie sur une balance commerciale en nette amélioration avec un solde exceptionnellement excédentaire de 39.201 millions de FCFA (après -76.265 millions en 2005) ainsi que des flux de transferts courants en progression. La hausse des exportations d'or non monétaire avec un montant de 587.486 millions de FCFA (72,4% des exportations) explique cette remarquable évolution de la balance

¹ Le résumé s'appuie sur l'analyse de la balance des paiements «optique BCEAO».

commerciale. En revanche, les soldes des transactions sur services et revenus se sont dégradés sur la période.

Le solde structurellement excédentaire du compte de capital et d'opérations financières s'est porté à un montant de 221.967 millions de FCFA en 2006, après 290.639 millions. Ainsi, l'excédent du compte de capital, s'est fixé à 1.224.321 millions de FCFA, en augmentation de 30.565 millions de FCFA (hors IADM) ou 28,0% par rapport à son niveau de 2005. Les allègements de dette dans le cadre des PPTTE et de l'IADM ainsi que la hausse de l'aide privée soutiennent cette tendance.

S'agissant du compte d'opérations financières, il s'est soldé, au terme de l'année 2006, par un montant de -1.002.394 millions de FCFA (18.106 millions hors IADM) contre 182.049 millions en 2005. Le ralentissement des nouveaux flux d'investissements directs ainsi que la hausse des avoirs sur l'étranger sont les principaux facteurs explicatifs de la variation du solde du compte d'opérations financières.

Découlant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets des banques et de la Banque Centrale se sont renforcés en se fixant respectivement à 12.606 millions et 471.972 millions à fin 2006.

Pour ce qui est de la position extérieure globale, son montant s'est chiffré à -646.119 millions de FCFA, après -1.717.596 millions à fin 2005. La baisse significative des engagements à l'égard des non-résidents, notamment ceux des créanciers multilatéraux dans le cadre de l'IADM est à la base de cette amélioration.

INTRODUCTION

1. Conjoncture économique et financière internationale²

En dépit des niveaux particulièrement élevés des cours mondiaux du pétrole brut, l'économie mondiale a poursuivi en 2006 son expansion, confirmant ainsi la solidité de la reprise entamée il y a quelques années.

En effet, le rythme de progression de l'économie mondiale est ressorti à 5,4% en 2006, après 4,9% auparavant, suite à la bonne santé des économies émergentes, en particulier celles d'Asie. Une accélération du rythme de croissance économique a été enregistrée dans la quasi-totalité des pays industrialisés. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel s'est accru de 3,3% aux Etats-Unis, 2,6% dans la zone euro et 2,7% au Royaume-Uni, contre respectivement 3,2%, 1,4% et 1,9% en 2005, en raison essentiellement d'une vigueur de la demande intérieure. Par ailleurs, l'activité est restée soutenue dans les pays émergents, dans un contexte international favorable caractérisé par la hausse des cours des produits de base, le dynamisme du commerce mondial, les avancées enregistrées en matière de réformes macroéconomiques et l'afflux massif des investissements étrangers. En Asie, les économies en développement ont enregistré une progression de 9,4% du PIB, impulsée par la demande intérieure et les exportations. En particulier, la Chine a continué d'accroître sa production intérieure brute de l'ordre de 10,7%, les investissements directs étrangers et les exportations étant toujours stimulés par la faiblesse des coûts des facteurs. Quant à l'Afrique, son taux de croissance économique s'est situé à 5,5% après 5,6% en 2005, à cause du niveau relativement bas des cours des matières premières agricoles et des troubles socio-politiques dans plusieurs pays.

La relance quasi-générale de l'activité économique dans les pays industrialisés a eu un impact positif sur le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage a reculé aux Etats-Unis pour s'afficher à 4,6% (-0,5 point), 4,1% au Japon (-0,3 point) alors qu'il s'est stabilisé dans la zone euro à 7,9%. De même, les tensions inflationnistes ont été relativement contenues, en dépit de la hausse des cours mondiaux du pétrole et du dynamisme du marché du travail. En effet, le taux d'inflation s'est inscrit à 3,2% aux Etats-Unis (3,4% en 2005), 2,2% dans la zone euro (stable) et 0,5% au Japon après 0,3% en 2005. En rapport avec ces données, il a été procédé, au titre de la politique monétaire, à des relèvements de taux directeurs et du taux d'escompte aux Etats-Unis et dans la zone euro, et à l'arrêt de la politique d'injections de liquidités au Japon.

Au niveau des marchés financiers, l'optimisme des opérateurs s'est traduit par un redressement des indices boursiers sur les grandes places, à l'instar du Dow Jones (New York) qui a totalisé 12.463,1 points à fin 2006, soit 16,3% de plus que l'année précédente. Quant au marché des changes, il a été marqué par le raffermissement de l'euro. En effet, l'euro a gagné du terrain face au dollar US (+0,9%), et au yen (+6,2%) et s'est déprécié face à la livre sterling (-0,3%). Du fait de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution identique face aux mêmes devises. En revanche, face aux monnaies ouest-africaines, l'évolution du franc CFA a été plus contrastée en 2006. En effet, pendant que le cedi ghanéen et le franc guinéen se dépréciaient respectivement de 40,0% et 2,8% vis-à-vis de la monnaie communautaire, le naira (Nigeria) et le dalasi (Gambie) se sont appréciés, respectivement de 1,8% et 4,3%. Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au franc CFA.

² Sources des données : Rapport annuel 2006 de la BCEAO.

Evolution des taux de change annuels moyens

	2005	2006	Variations
	francs CFA par unité de devise		%
Droit de tirage spécial	779,3727	769,0787	-1,32
Dollar des Etats-Unis	527,2542	522,4251	-0,92
Franc suisse	423,6627	417,0367	-1,56
Livre sterling	959,2820	962,1947	0,30
Yen japonais	4,7933	4,4922	-6,28

Source : BCEAO

Concernant les matières premières, la plupart d'entre elles ont vu leurs cours progresser en 2006, dans le sillage de l'or et du pétrole. Dans son rôle de valeur refuge face à la faiblesse du dollar, le cours moyen annuel du métal jaune s'est inscrit à 604,9 dollars l'once à fin 2006, contre 444,9 dollars un an plus tôt, soit une augmentation de 35,9%. S'agissant du pétrole, le cours moyen du baril sur le New York Mercantile Exchange s'est accru de 17,6% en 2006 en atteignant 67,4 dollars, en liaison avec la vigueur de la demande, d'une part, et les incertitudes sur les capacités de production, eu égard aux tensions socio-politiques dans les principales régions exportatrices d'autre part (Golfe persique, Nigeria). Poursuivant la même tendance, les cours de la fibre de coton se sont orientés à la hausse en 2006 en se fixant à 54,2 cents la livre, après 52,2 cents un an auparavant. Cette évolution est due au recul de 6,0% de la production mondiale et une progression de 7,0% de la demande tirée principalement par la Chine.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), une décélération de la croissance économique a été enregistrée en 2006 avec un taux de croissance du PIB réel de 3,0%, après 4,1% l'année précédente, en raison de la flambée des cours du pétrole et de la persistance des difficultés éprouvées par certaines filières agricoles. Pour ce qui est de l'évolution du niveau général des prix, elle s'est soldée par un taux d'inflation (moyenne des variations de l'indice harmonisé des prix à la consommation) de 2,3% en 2006, après 4,3% précédemment. Cette décélération de l'inflation est consécutive à l'augmentation de la production vivrière et à l'approvisionnement suffisant des marchés en céréales, notamment après deux bonnes campagnes agricoles consécutives. Toutefois, l'impact de la baisse des prix des céréales a été atténué par celui de l'augmentation des cours du baril de pétrole.

Dans le domaine des finances publiques, le déficit global (base engagements et hors dons) s'est fixé à 1.288,5 milliards de FCFA ou 5,0% du PIB en 2006 pour l'ensemble de l'Union contre 5,3% du PIB en 2005. Quant à l'évolution des paiements extérieurs, elle s'est soldée par un excédent de la balance globale de 686,4 milliards de FCFA contre 98,3 milliards en 2005, en raison d'un repli du déficit du compte courant qui s'est établi, hors transferts officiels à 6,4% du PIB, après 7,7% du PIB en 2005. Au plan de la mobilisation des ressources extérieures en appui aux programmes économiques et financiers exécutés dans les Etats de l'Union, un financement global de 552,4 milliards a été reçu en 2006 contre 473,3 milliards en 2005. En ce qui concerne la situation de la dette publique extérieure, elle a été marquée par une diminution du stock qui s'est chiffré à 10.764,9 milliards de FCFA à fin 2006 contre 14.340,6 milliards à fin 2005, soit une baisse de 3.575,7 milliards. En effet, cinq pays de l'Union (Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal) ont bénéficié, dans le cadre de l'IADM, d'une annulation substantielle de leur dette vis-à-vis des créanciers multilatéraux. Le montant global des allègements pour les pays de l'Union s'est élevé à 4.431,1 milliards de FCFA.

Au niveau des comptes monétaires, la situation globale de l'UEMOA a été caractérisée à fin 2006 par une consolidation de la position extérieure nette et un accroissement du crédit intérieur et de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fixés à 3.884,7 milliards de FCFA à fin 2006, en hausse de 589,0 milliards par rapport à fin 2005, en raison notamment de l'impact de l'annulation par le FMI de la dette de cinq pays de l'Union au titre de l'IADM pour un montant de 301,9 milliards de FCFA. A cela s'ajoute la mobilisation des ressources en appui aux réformes économiques. En conséquent, les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission ont atteint 3.710,8 milliards, en hausse de 544,3 milliards de FCFA. Quant aux réserves officielles de change, elles se sont renforcées de 243,7 milliards de FCFA pour se porter à 4.013,4 milliards de FCFA. Par ailleurs, les engagements de la Banque Centrale ont baissé de 300,6 milliards pour s'établir à 302,6 milliards de FCFA, en liaison avec l'IADM. Concernant les banques, leurs avoirs extérieurs se sont établis à 173,9 milliards, en hausse de 44,7 milliards de FCFA.

Par rapport à la politique monétaire de la Banque Centrale, les actions se sont appuyées sur l'utilisation des instruments indirects de gestion de la liquidité. Ainsi, les taux directeurs ont évolué de 0,25% pour se porter à 4,25% (taux de pension) et 4,75% (taux d'escompte). Ces changements tiennent compte du contexte économique et de l'évolution prévisible des prix qui suscite des craintes.

2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali³

L'activité économique au Mali a poursuivi son dynamisme en 2006, grâce notamment aux secteurs primaire et secondaire. En effet, la croissance du PIB, en termes réels, a été de 5,3% en 2006, après 6,1% l'année précédente. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 3.201,5 milliards de FCFA, en hausse de 10,6% par rapport à l'année 2005.

Au terme de l'année sous revue, le secteur primaire enregistre une hausse de 4,3% de sa valeur ajoutée en volume, en liaison essentiellement avec la hausse de 10,0% de la production vivrière (hors riz). Cette évolution de la production céréalière s'explique d'une part, par le bon niveau des pluies et d'autre part, par la poursuite de l'exécution du programme d'aménagement de périmètres irrigués et la diffusion de variétés améliorées de riz et de maïs.

En ce qui concerne le secteur secondaire, il observe une croissance réelle de 8,3% en 2006, liée à un accroissement de la production minière, consécutif au démarrage de la mine de Loulo en novembre 2005 et de celle de Tabakoto en mai 2006. La vigueur de la branche BTP et les investissements dans la branche énergétique soutiennent également la croissance du secteur.

Au niveau du secteur tertiaire, la forte progression de la branche « Transports et télécommunications », soit 16,0%, est due à l'accroissement important de la couverture géographique des sociétés de téléphonie cellulaire et de la mise en oeuvre des actions prévues dans le cadre du Projet d'Amélioration des Corridors de Transports.

Pour ce qui est de la progression des prix en 2006, elle s'est établie à 1,5% contre 6,4% l'année précédente. Cette décélération des prix résulte essentiellement de l'augmentation de l'offre, en liaison avec les résultats satisfaisants des campagnes agricoles 2005/2006 et 2006/2007.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2006 s'est traduite par une aggravation du déficit global, base engagements et hors dons, de 23,3 milliards de FCFA, avec un montant de 234,3 milliards de FCFA, soit 7,3% du PIB. Cette

³ Sources des données : DNSI, DNTCP (TOFE), BCEAO.

évolution résulte d'une forte augmentation des dépenses totales et prêts nets qui se sont inscrits à 780,3 milliards de FCFA. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 402,5 milliards de FCFA en 2006, dont 147,9 milliards de dépenses de personnel, contre 375,7 milliards dont 137,8 milliards au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes et les charges de personnel sont passées respectivement de 84,4% et 31,0% en 2005 à 85,5% et 31,4% en 2006. Les recettes totales, quant à elles, se sont inscrites à 546,1 milliards de FCFA au titre de la période sous revue, dont 470,5 milliards de recettes fiscales, après 506,6 milliards en 2005 dont 445,1 milliards de FCFA de recettes fiscales. Rapportées au PIB, les recettes totales sont ressorties à 17,1% en 2006, contre 17,5% l'année précédente, alors que les recettes fiscales sont passées de 15,4% en 2005 à 14,7% du PIB en 2006. Les dons (hors IADM), pour leur part, ont atteint 159,3 milliards (ou 4,9% du PIB et 21,2% des dépenses budgétaires) en 2006, après 117,5 milliards (ou 4,1% du PIB et 18,1% des dépenses budgétaires) en 2005.

Concernant la situation monétaire à fin 2006, elle a été caractérisée par le renforcement de la position extérieure nette des institutions monétaires, la diminution du crédit intérieur et une progression notable de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont fixés à 523,9 milliards de FCFA, en hausse de 98,0 milliards ou 23,0% par rapport à leur niveau de fin 2005, du fait d'une amélioration de 60,2 milliards de la position extérieure de la Banque Centrale et de celle des autres institutions financières de 37,9 milliards. De même, par rapport à l'année précédente, l'encours du crédit intérieur a diminué de 67,5 milliards (ou -1,5%) pour s'établir à 447,1 milliards de FCFA à fin 2006. Cette évolution est imputable à l'Etat, la position nette du Gouvernement (PNG) s'étant améliorée de 99,7 milliards de FCFA au cours de cette période. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 931,9 milliards de FCFA à fin 2006, soit 75,1 milliards d'accroissement ou 8,7% de plus que son montant de fin 2005, reflétant ainsi l'évolution des avoirs extérieurs.

En relation avec l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un excédent global de la balance des paiements de 84.982 millions de FCFA, après 47.056 millions de FCFA un an plus tôt, attribuable notamment à l'amélioration de la balance commerciale. Quant à la position extérieure globale du Mali à fin 2006, elle s'est fixée à -646.119 millions de FCFA, en amélioration de 1.071.417 millions de FCFA, suite à la baisse significative de engagements financiers du pays, à lier à l'IADM.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en trois parties :

- l'évolution des comptes de la balance des paiements (transactions courantes, opérations en capital et financières) ;
- l'évolution de la position extérieure globale ;
- les annexes.

***EVOLUTION DES COMPTES DE LA
BALANCE DES PAIEMENTS***

La présentation de l'évolution des principales composantes de la balance des paiements du Mali sur la période allant de 2002 à 2006 est faite à travers les tableaux 1 et 2 ci-dessous. Le tableau 1 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 2 (présentation "optique BCEAO") est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés aux tableaux A1 et A2. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme somme des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et les avoirs extérieurs nets des banques commerciales.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte d'opérations financières, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre catégories d'agents économiques (Administrations Publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Banques primaires), alors que dans la présentation "optique BCEAO", ces rubriques excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et banques primaires). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Les principales évolutions de la balance des paiements entre les années 2005 et 2006 se résument comme suit :

- une amélioration de 50,5% du solde des transactions courantes ;
- une détérioration de 22,6% du solde du compte de capital et d'opérations financières (selon la présentation BCEAO) ;
- une hausse de 80,6% du solde global.

TABLEAU 1 : Evolution de la balance des paiements

RUBRIQUES	2002	2003*	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306
Biens	113 370	-35 160	-61 515	-76 265	39 201
dont marchandises générales	-285 966	-357 610	-333 058	-434 854	-549 538
PM Exportations FOB	609 944	539 262	515 835	580 673	810 671
Importations FOB	-496 574	-574 422	-577 350	-656 938	-771 470
Importations CAF	-643 745	-734 578	-734 897	-826 075	-952 159
Services nets	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492	-188 863
Transports	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524
Voyages	47 230	46 679	39 052	37 688	28 689
Serv. fournis ou reçus par les AP	8 605	7 141	5 717	8 219	9 980
Autres services	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469	-36 008
Revenus nets	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643
Rémunération des salariés	3 472	3 061	2 686	2 847	4 802
Revenus des investissements	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445
Transferts courants nets	101 987	120 554	101 946	120 033	169 999
Transferts courants des AP	30 840	67 384	51 375	61 087	86 120
Transf. courants des autres secteurs	71 147	53 170	50 571	58 946	83 879
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	107 401	130 523	229 285	243 583	140 101
Compte de capital	100 105	96 212	108 647	108 590	1 180 961
Compte d'opérations financières	7 296	34 311	120 638	134 993	-1 040 860
Investissements directs	168 832	76 043	52 945	118 544	42 953
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	37 348	306	-1 599	-7 991	-5 800
Autres investissements	-88 101	83 891	-15 188	91 418	-1 074 256
dont capitaux publics	61 000	60 700	45 826	83 400	-914 616
Avoirs de réserve	-110 783	-125 929	84 480	-66 978	-3 757
Erreurs et omissions nettes	-3 681	26 967	-13 233	-12 700	-25 795

Sources : BCEAO, DNSI, DGD, DNTCP.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire

TABLEAU 2 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

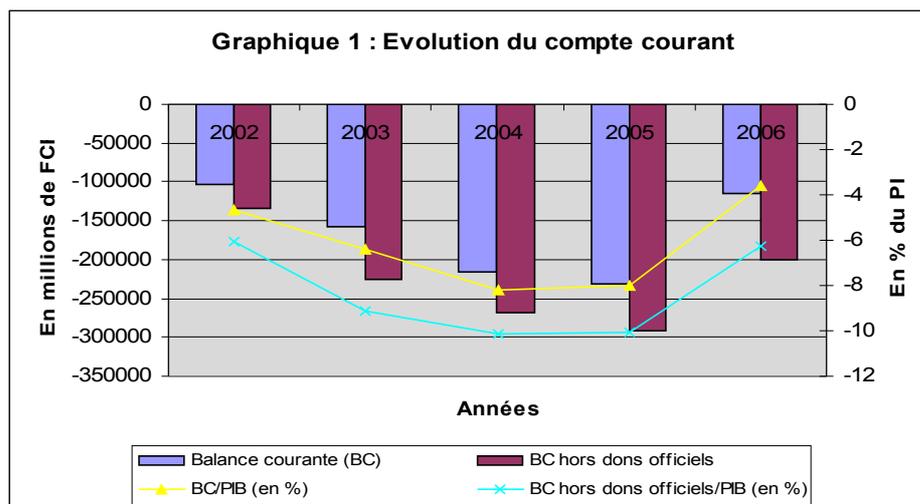
RUBRIQUES	2002	2003*	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306
Biens	113 370	-35 160	-61 515	-76 265	39 201
dont marchandises générales	-285 966	-357 610	-333 058	-434 854	-549 538
PM Exportations FOB	609 944	539 262	515 835	580 673	810 671
Importations FOB	-496 574	-574 422	-577 350	-656 938	-771 470
Importations CAF	-643 745	-734 578	-734 897	-826 075	-952 159
Services nets	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492	-188 863
Transports	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524
Voyages	47 230	46 679	39 052	37 688	28 689
Serv. fournis ou reçus par les AP	8 605	7 141	5 717	8 219	9 980
Autres services	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469	-36 008
Revenus nets	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643
Rémunération des salariés	3 472	3 061	2 686	2 847	4 802
Revenus des investissements	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445
Transferts courants nets	101 987	120 554	101 946	120 033	169 999
Transferts courants des AP	30 840	67 384	51 375	61 087	86 120
Transf. courants des autres secteurs	71 147	53 170	50 571	58 946	83 879
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	189 800	255 705	165 194	290 639	225 083
Compte de capital	100 105	96 212	108 647	108 590	1 180 961
Compte d'opérations financières	89 695	159 493	56 547	182 049	-955 878
Investissements directs	168 832	76 043	52 945	118 544	42 953
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	36 658	7 672	1 349	2 259	-1 699
Autres investissements	-115 795	75 778	2 253	61 246	-997 132
dont capitaux publics	61 000	60 700	45 826	83 400	-914 616
Erreurs et omissions nettes	-3 681	26 967	-13 233	-12 700	-25 795
Solde global	82 399	125 182	-64 091	47 056	84 982
Avoirs et engagements extérieurs	-82 399	-125 182	64 091	-47 056	-84 982
Autorités monétaires	-122 288	-133 303	68 053	-80 453	-59 477
Avoirs	-110 783	-125 929	84 480	-66 978	-3 757
Engagements	-11 505	-7 374	-16 427	-13 475	-55 720
Banques de dépôts	39 889	8 121	-3 962	33 397	-25 505
Avoirs	21 264	1 920	-15 906	-8 096	-48 085
Engagements	18 625	6 201	11 944	41 493	22 580

Sources : BCEAO, DNSI, DGD, DNTCP.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire

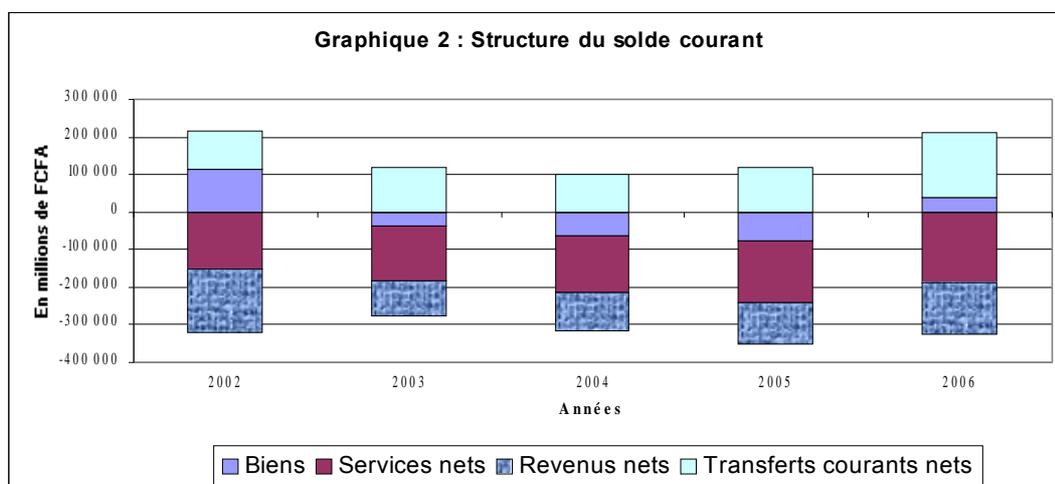
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Correspondant aux échanges de biens, de services ou de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents au cours de l'année 2006, le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 114.306 millions de FCFA, en amélioration de 116.577 millions par rapport au montant de l'année 2005. Cette évolution découle de l'excédent de la balance commerciale et de celle des transferts courants. Rapporté au PIB, le solde du compte courant est en nette amélioration avec un déficit de 3,6% (6,3% hors transferts officiels) en 2006, contre 8,0% (10,1% hors transferts officiels) en 2005. Le graphique 1 retrace l'évolution du compte des transactions courantes entre 2002 et 2006.



Sources : BCEAO et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI).

Le graphique 2 ci-dessous montre la structure du déficit des transactions courantes, imputable aux flux de services et de revenus, les flux de biens et de transferts courants nets étant positifs. L'orientation positive des transactions sur les biens reflète la hausse des exportations induite par l'accroissement de la production minière, tandis que l'excédent du compte de transfert courant traduit l'assistance constante dont bénéficie le Mali de la part de l'extérieur, aussi bien de la part du secteur privé que celui public.



Sources : BCEAO et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI).

1. Evolution de la balance commerciale

Les transactions du commerce extérieur du Mali se sont soldées en 2006 par un excédent de 39.201 millions de FCFA, rompant ainsi avec le déficit accentué des trois dernières années. Comparé à l'année 2005, le solde de la balance commerciale s'est amélioré de 151,4%. Cette situation est en liaison avec la hausse significative des exportations d'or non monétaire.

1.1. Evolution des exportations

Au titre de l'année 2006 et sur la base des données ajustées⁴, les exportations totales ont atteint 810.671 millions de FCFA, en hausse 229.998 millions (ou 39,6%) par rapport au montant réalisé en 2005. Cette performance remarquable est imputable aux exportations d'or non monétaire, celles portant sur les marchandises générales ayant quasiment stagné au cours de la période.

TABLEAU 3 : Evolution des exportations de biens

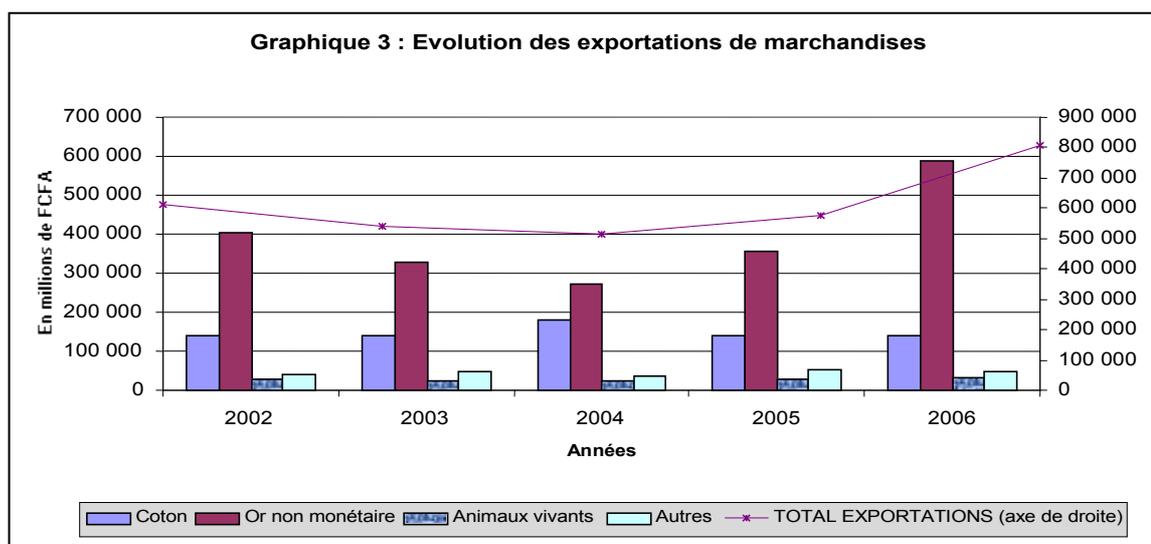
RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	206 736	210 214	242 172	221 071	220 770
Biens exportés pour transformation					
Réparation de biens	0	89			
Achats de biens dans les ports et aéroports	645	2 126	3 096	4 098	2 415
Or non monétaire	402 563	326 833	270 567	355 504	587 486
TOTAL EXPORT (FOB)	609 944	539 262	515 835	580 673	810 671

Source : BCEAO, DNSI.

Poursuivant la hausse entamée en 2005, les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 231.982 millions (ou 65,3%) en 2006, le secteur continuant de bénéficier de cours favorables sur le marché. En effet, le prix moyen du métal jaune à l'exportation est passé de 6.788,2 FCFA/g à 9.471,7 FCFA/g entre 2005 et 2006 (soit une hausse de 39,5%). Dans le même temps, les quantités exportées ont augmenté de 18,4% pour s'établir à 62.025,1 kilogrammes, grâce notamment au démarrage de l'exploitation de la mine de Tabakoto et celle de Loulo (commencée au dernier trimestre 2005).

En ce qui concerne les exportations de fibre de coton, elles se sont chiffrées à 141.027 millions de FCFA en 2006, en hausse de 1.371 millions (ou 1,0%) par rapport aux réalisations de l'année précédente. La baisse du volume exporté de la période (-12,5%) a été compensée par la hausse du prix moyen à l'exportation qui s'est porté à 638,2 FCFA en 2006 contre 552,7 FCFA en 2005.

⁴ Le tableau A4 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de balance des paiements.

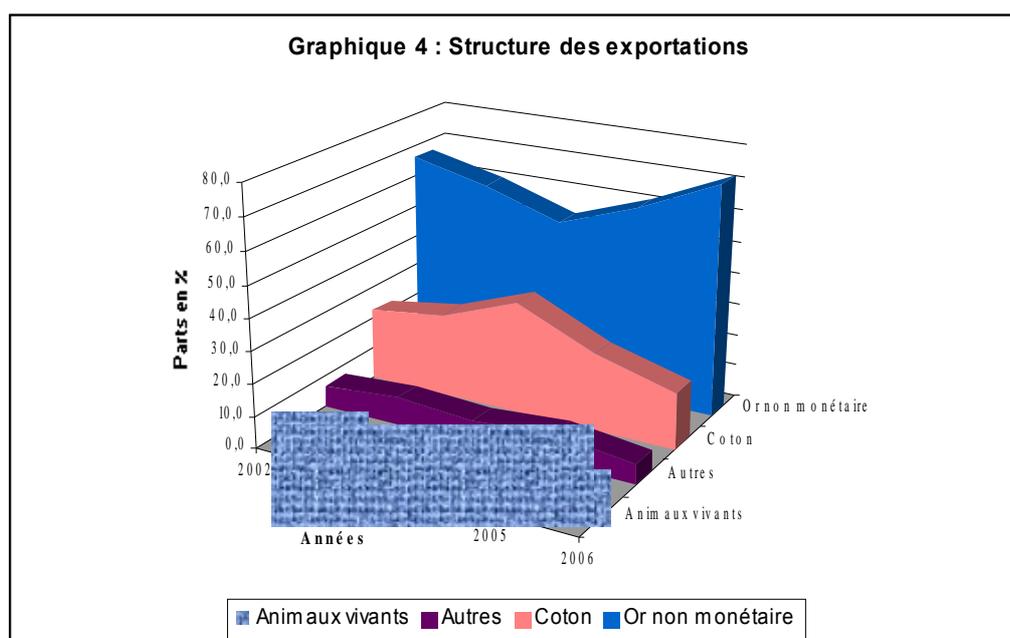


Sources : BCEAO, DNSI.

Quant aux exportations d'animaux vivants, elles se sont accrues en 2006 en atteignant 30.204 millions de FCFA, soit 2.375 millions (ou 8,5%) de plus qu'auparavant. La reprise des exportations vers la Côte d'Ivoire ainsi que l'augmentation des quantités destinées principalement au Sénégal et au Ghana traduisent cette hausse.

Le graphique 3 ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2002 et 2006.

Le graphique 4 donne la structure des exportations entre 2002 et 2006.



Sources : BCEAO, DNSI.

Concernant le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations), il s'est nettement amélioré en 2006 en s'établissant à 3,8%, contre 9,7% l'année précédente, soit 5,9 points de moins. Cette évolution favorable est le résultat concomitant de deux facteurs : la forte augmentation des exportations d'une part, et l'allègement d'une partie substantielle du service de la dette extérieure avec les Initiatives PPTTE et IADM d'autre part.

TABLEAU 4 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Exportations totales	609 944	539 262	515 835	580 673	810 671
Service de la dette publique extérieure (*)	58 400	52 700	53 038	56 483	30 761
Service de la dette/export en %	9,6	9,8	10,3	9,7	3,8

Sources : BCEAO, DNSI, DNTCP.

1.2. Evolution des importations⁵

En 2006, les importations sur la base de leur valeur CAF se sont chiffrées à 952.159 millions de FCFA (cf. tableau 5), en hausse de 126.084 millions (ou 15,3%) par rapport à l'année 2005. Le tableau 5 ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données ajustées, entre 2002 et 2006.

Tableau 5 : Evolutions des importations totales (CAF)

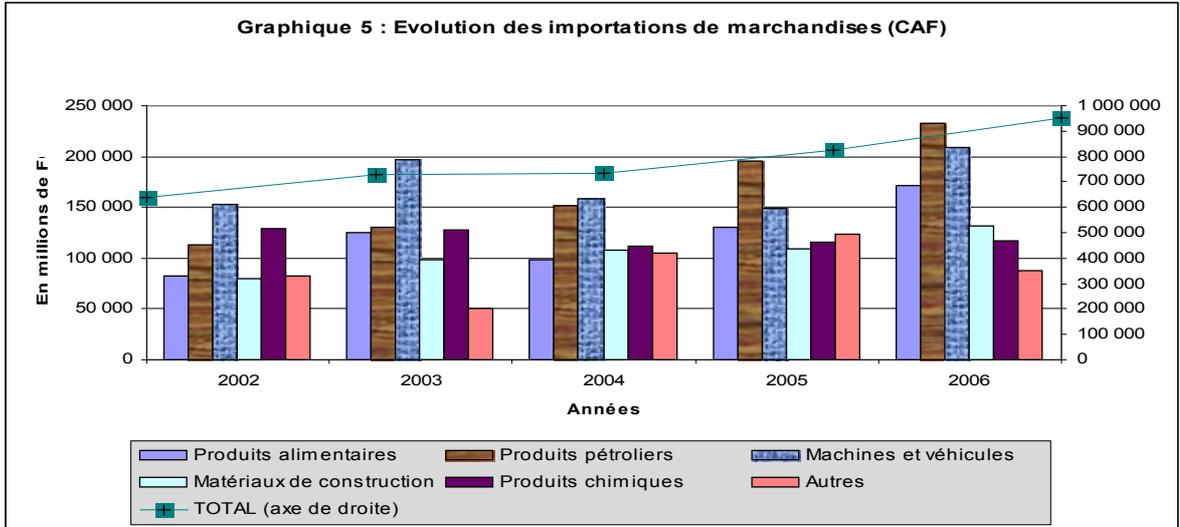
RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	639 873	727 980	732 777	825 063	950 997
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	3872	1791	1070	1012	1162
Achats de biens dans les ports et aéroports		4807	1050	0	0
TOTAL	643 745	734 578	734 897	826 075	952 159

Sources : BCEAO, DNSI.

La progression des importations pour l'année 2006 est tirée essentiellement par les machines et véhicules et les produits alimentaires dont les montants sont ressortis, respectivement, à 171.959 millions et 209.204 millions de FCFA en 2006, soit 60.348 millions (ou 40,5%) et 41.188 millions (ou 31,5%) de plus qu'en 2005. Quant à celles des matériaux de construction et des produits pétroliers, elles se sont également accrues de 20,7% et 18,8% respectivement entre 2005 et 2006. En revanche, les importations de produits chimiques ont diminué de 842 millions (ou -1,2%) pour s'inscrire à 116.848 millions de FCFA en 2006. Cette variation est liée essentiellement à la baisse des achats d'engrais et de pesticides, marquant ainsi la morosité de la campagne cotonnière 2006/2007.

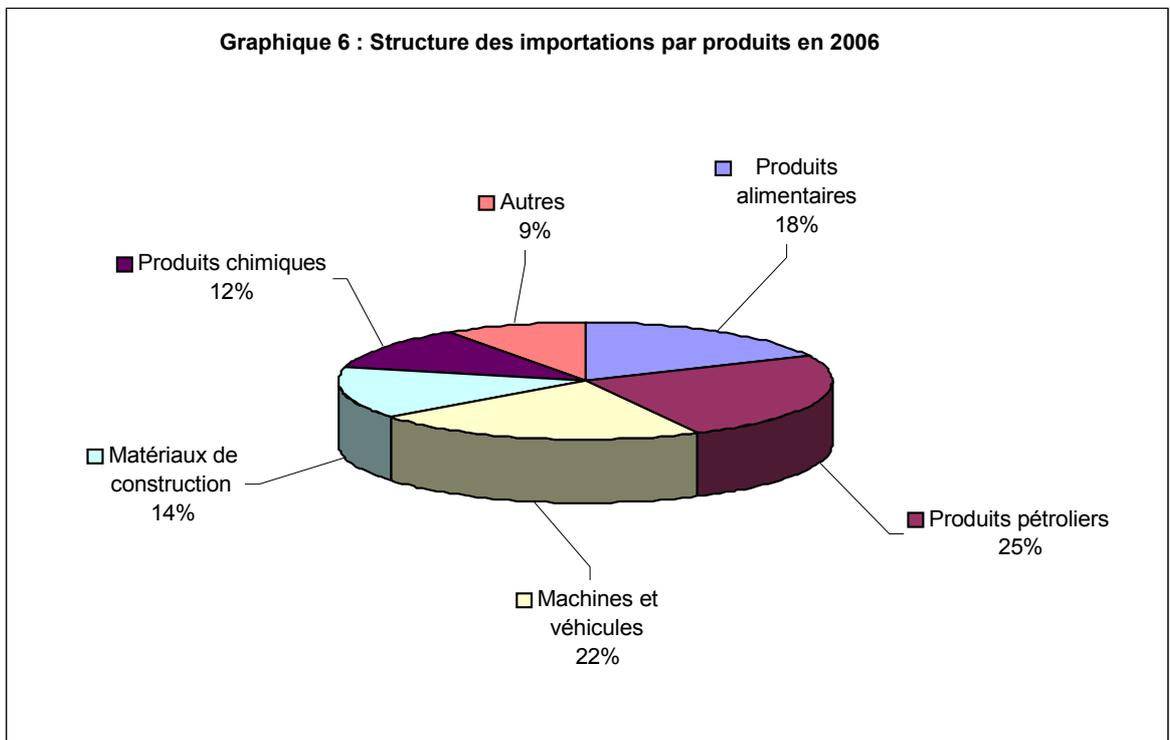
Le graphique 5 ci-après présente l'évolution des principales catégories de biens importés entre 2002 et 2006.

⁵ Le tableau A6 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations entre 2002 et 2006 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7.



Sources : DNSI, DGD.

La structure par produit des importations de marchandises (graphique 6) n'a pas connu de changement notable entre 2005 et 2006. Elle confirme la place dominante des produits pétroliers (24,5%) depuis 2005 (début de la flambée des cours mondiaux), devant les machines et véhicules qui occupent le second rang avec 22,0%. Quant aux produits alimentaires et matériaux de construction, leur part représente respectivement 18,1% et 13,9% des importations totales (15,8% et 13,3% en 2005) et les produits chimiques, 12,3% en 2006 (après 14,1% en 2005). Quant aux autres biens de consommation, leur part dans les importations totales est ressortie à 9,2% en 2006, après 15,0% précédemment, suite à une re-classification des produits.



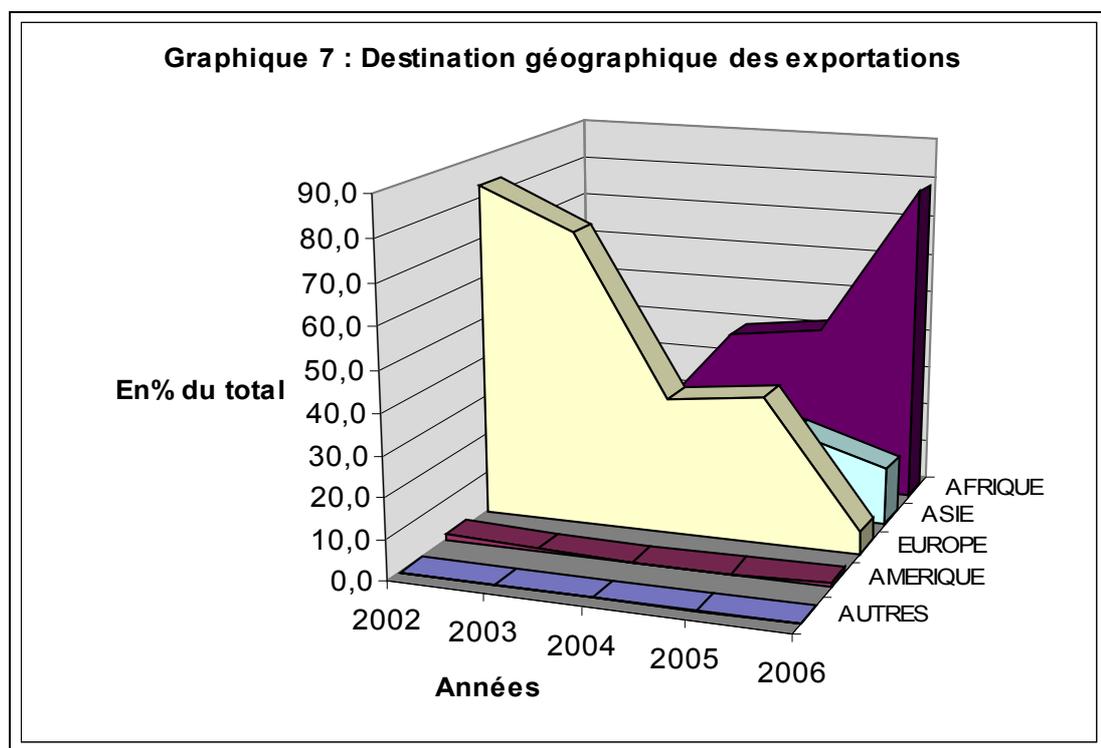
Sources : DNSI, DGD.

1.3. Répartition géographique du commerce extérieur

a) Evolution globale

La répartition globale du commerce extérieur du Mali en 2006, sur la base des données officielles, reprend les tendances observées l'année précédente et confirme l'accroissement des échanges avec les pays africains dont la part représente plus des trois quarts des exportations et près de la moitié des importations de marchandises.

L'orientation géographique des exportations du Mali en 2006, à l'instar de l'année 2005, fait apparaître trois grandes zones de destination, à savoir l'Afrique, l'Asie et l'Europe (cf. graphique 7). En effet, l'Afrique a absorbé 627.883 millions de FCFA d'exportations du Mali en 2006, soit 79,1% du total, ce montant constitue plus du double des exportations à destination du continent en 2005 qui se sont chiffrées à 240.145 millions de FCFA. Les exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 562.843 millions de FCFA constituent la principale explication de cette évolution. Concernant le continent asiatique, notamment la Chine, le Vietnam, la Thaïlande et Singapour, destinations privilégiées pour le coton-fibre du Mali, sa part dans les exportations totales s'est établie à 14,2% en 2006 pour un montant de 113.037 millions de FCFA contre 121.510 millions de FCFA en 2005. Ce montant est en net déclin en raison de la crise que traverse le secteur du coton. Quant au continent européen qui fut historiquement le principal destinataire des exportations du Mali, sa part en 2006 a considérablement baissé et ne représente que 5,6% du total des exportations contre 36,3% en 2005 et 83,5% en 2002.

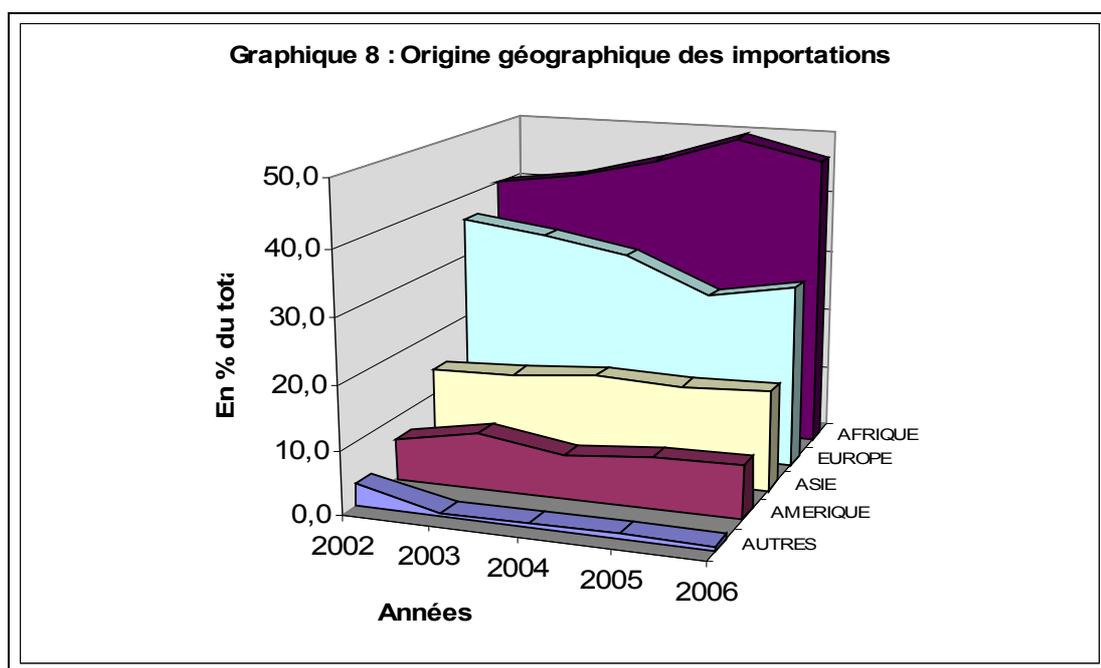


Le tableau A10 en annexe donne l'évolution de la structure géographique des exportations.

Sources : DNSI, DGD.

Au niveau des importations (en valeur CAF), la structure des pays est restée la même durant les cinq dernières années. Le continent africain conserve sa position de premier fournisseur du Mali, suivi de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique (cf. graphique 8). La part de l'Afrique dans le total des importations s'établit à 46,4%, correspondant à un montant de 441.694 millions de FCFA contre 401.991 millions de FCFA en 2005. L'Europe a totalisé 28,8% du total des importations en 2006 (274.144 millions de FCFA), soit 2,3 points de plus qu'en 2005. La part de la France dans le total des importations européennes se situe à 59,4% du total en 2006 contre 47,7% en 2005. Quant aux continents asiatique et américain, leurs parts sont demeurées stables sur les deux dernières années en ressortant respectivement à 15,7% et 8,3% en 2006 contre 15,2% et 8,1% l'année précédente.

Le tableau A11 en annexe donne le détail sur la structure des importations.



Sources : Calcul BCEAO sur données DNSI, DNGM, CMDT.

b) Commerce intra-UEMOA⁶

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires en 2005 et 2006, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par un accroissement de 20,8% de la valeur totale des flux échangés, avec un montant de 485.424 millions de FCFA en 2006 contre 401.799 millions de FCFA en 2005. Ainsi, la part des autres pays de l'Union dans les exportations totales s'est portée à 8,3% en 2006 (66.015 millions) et celle des importations à 54,4% (419.409 millions) contre respectivement 5,6% (32.429 millions) et 56,3% (369.370 millions) en 2005. Cette situation résulte d'une augmentation des échanges de toutes les catégories de marchandises du Mali avec les autres pays de l'Union. Cependant, la balance commerciale intra-UEMOA du Mali demeure très fortement déficitaire, avec un solde de

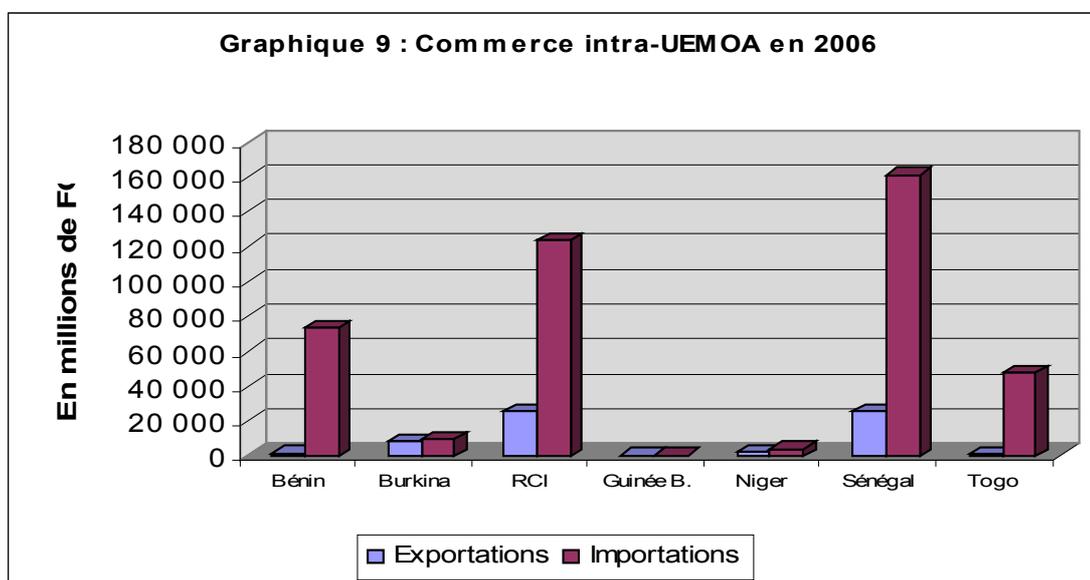
⁶ L'analyse des données du commerce intra-UEMOA s'appuie sur les données issues des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Les résultats présentés ci-dessus ont été obtenus sur la base de la confrontation des données du Mali avec celles des autres pays de l'Union et de la prise en compte des échanges transfrontaliers non contrôlés.

-353.394 millions de FCFA et un taux de couverture des importations par les exportations de 15,74% en 2006 contre 104,9% pour l'ensemble des partenaires commerciaux.

Concernant les exportations à destination des autres pays de l'UEMOA, elles restent dominées par celles des animaux vivants qui occupent 47,6%, la Côte d'Ivoire et le Sénégal étant les principaux destinataires de ce produit.

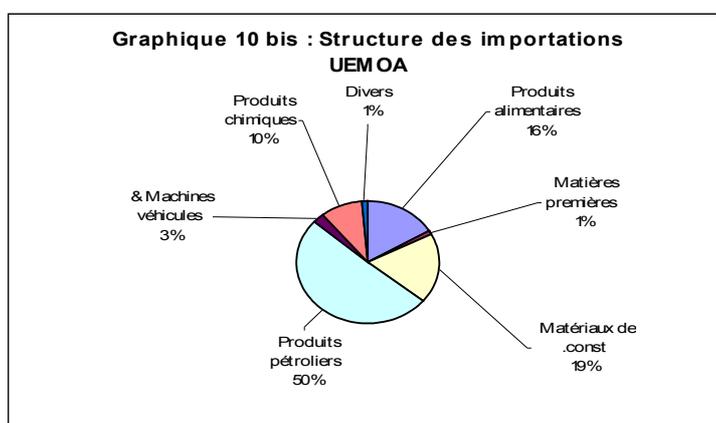
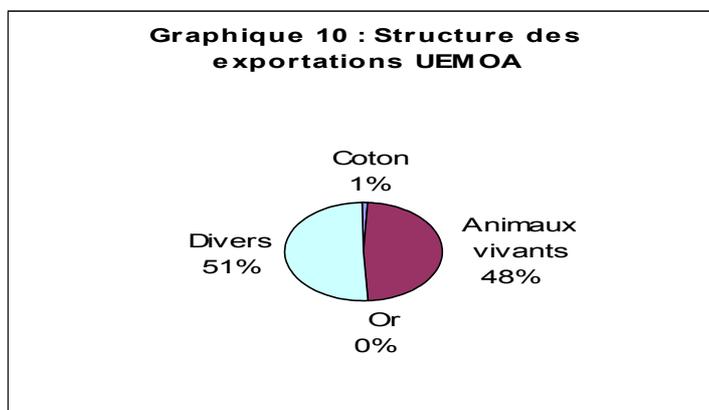
Les importations communautaires du Mali représentent, pour leur part 54,4% du total des importations. Dans l'Union, les principaux fournisseurs du Mali sont le Sénégal avec 16,9% (pour 161.023 millions de FCFA), la Côte d'Ivoire avec 13,0% (pour 123.986 millions de FCFA), le Bénin avec 7,7% (pour 73.209 millions de FCFA) et le Togo avec 5,0% (pour 47.622 millions de FCFA) des importations totales en 2006. Les importations d'origine communautaire ont porté notamment sur les produits pétroliers (213.846 millions de FCFA), les matériaux de construction (78.751 millions de FCFA), les produits alimentaires (69.156 millions de FCFA) et les produits chimiques (41.042 millions de FCFA). Les pays de l'UEMOA ont ainsi fourni au Mali 92,0% de ses importations d'hydrocarbures, 73,0% de ses achats de matériaux de construction, 50% de ses produits alimentaires et 43,0% de ses importations de produits chimiques en 2006. Les tableaux A8 et A9 en annexe présentent les exportations et les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2006.

Le graphique 9 présente la structure du commerce intra-UEMOA en 2006.



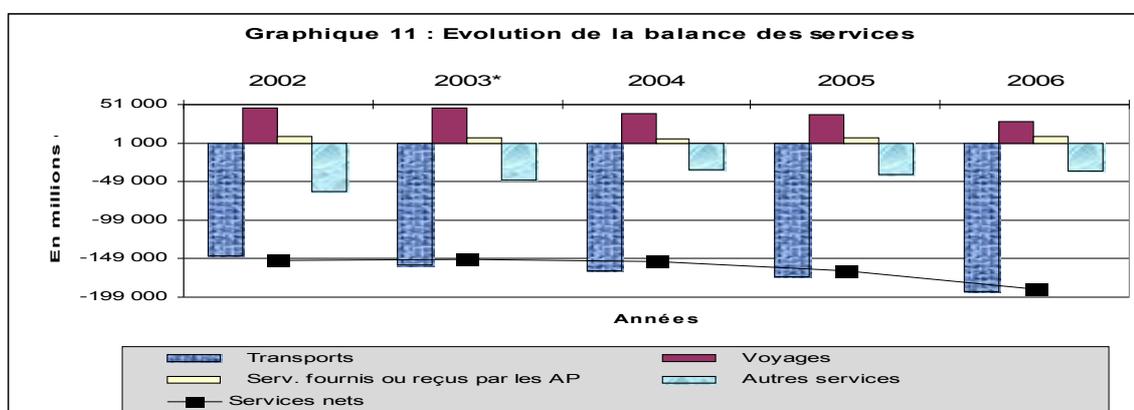
Source : BCEAO.

Les graphiques 10 et 10 bis présentent la structure des importations et des exportations en 2006 avec les pays de IUEMOA.



2. Evolution de la balance des services

Le déficit de la balance des services s'est creusé en 2006 en se chiffrant à 188.863 millions de FCFA, en aggravation de 23.371 milliards de FCFA (ou 14,1%) par rapport à son niveau de 2005. Cette évolution est principalement le fait de ses composantes « transports » (y compris le fret sur marchandises) et « autres services » comme le montre le graphique 11 ci-dessous



Source : BCEAO

2.1. Transports

Le déficit du poste « transports » (de biens et de personnes) s'est aggravé de 19.594 millions de FCFA pour se porter à 191.524 millions de FCFA. Le tableau ci-dessous montre que ce sont les deux principales composantes de cette rubrique, à savoir le transport de passagers et le fret, avec un déficit en hausse, qui ont creusé ce solde. En effet, le solde du premier est ressorti déficitaire de 39.348 millions de FCFA, soit 35,2% de plus qu'en 2005, mettant en relief la faiblesse des infrastructures nationales de transport de personnes.

TABLEAU 6 : Evolution des transports

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Passagers	-17 773	-22 353	-29 736	-29 097	-39 348
Fret	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403	-154 257
Autres services de transport	-309	691	-1 944	570	2 081
TOTAL TRANSPORTS	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524

Source : BCEAO.

Quant au fret sur marchandises, étroitement lié à l'évolution des importations de marchandises (15,3%), son déficit s'est porté à 154.257 millions de FCFA, ce qui constitue une augmentation de 7,6% par rapport à l'année précédente (cf. tableau 7).

TABLEAU 7 : Evolution du fret

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Fret	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403	-166 579
- Fret maritime	-77 349	-84 082	-80 606	-86 218	-94 149
- Fret aérien	-10 558	-11 466	-10 991	-11 757	-12 838
- Autres frets	-39 650	-39 510	-41 632	-45 428	-59 592
P.M. fret sur importations = A	-140 772	-152 876	-146 555	-156 762	-171 179
A / Importations - CAF en %	-22,0	-21,0	-20,0	-19,0	-18,0

Source : BCEAO.

2.2. Voyages

La rubrique des voyages, qui recense les dépenses en biens et services effectuées par les voyageurs pour leur usage personnel pendant leur séjour, a affiché un solde excédentaire de 28.689 millions de FCFA, en baisse de 8.999 millions de FCFA par rapport à son montant de 2005. La détérioration de ce poste est imputable à une hausse plus rapide des flux débiteurs qui se sont accrus de 54,8% (22.261 millions) par rapport au montant de l'année 2005. Ainsi, la forte augmentation des déplacements des résidents à l'étranger observée en 2006 résulte d'une meilleure estimation des flux de devises et de billets externes ainsi que des transferts rapides de fonds émis. Quant aux flux créditeurs, correspondant aux dépenses des touristes au Mali, ils ont augmenté de 16,9% sur la période, essentiellement dû aux voyages à titre professionnel.

Le tableau 8 retrace l'évolution des flux nets de voyages entre 2002 et 2006.

TABLEAU 8 : Evolution des voyages

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Voyages	47 230	46 679	39 052	37 688	28 689
- à titre professionnel	14 677	15 042	8 921	7 098	9 497
- à titre personnel	32 553	31 637	30 131	30 590	19 192

Source : BCEAO.

2.3. Services fournis ou reçus par les administrations publiques

Les flux nets de services fournis ou reçus par les administrations publiques, c'est-à-dire les transactions des représentations diplomatiques étrangères et des organismes publics internationaux, ont augmenté de 21,4% (1.761 millions de FCFA) pour s'établir à 9.980 millions de FCFA en 2006. Cette évolution s'explique par l'accroissement des dépenses locales des organismes publics étrangers, celles-ci étant ressorties à 11.453 millions, après 10.971 millions de FCFA en 2005. Le tableau 9 résume l'évolution de ces flux entre 2002 et 2006.

TABLEAU 9 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations publiques

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Services fournis ou reçus par les A.P.	8 605	7 141	5 717	8 219	9 980

Source : BCEAO.

2.4. Autres services

Regroupant les autres types de services non classés ailleurs (services financiers, de communication, d'informatique et d'information, etc.), le flux net des autres services s'est inscrit à -36.008 millions de FCFA en 2006 contre -39.469 millions de FCFA précédemment. Cette sensible amélioration du solde des autres services est attribuable essentiellement au poste « services de communication » qui reste le seule excédentaire de l'ensemble des composantes des autres services. En effet, l'excédent des services de communication s'est accru de 7.934 millions de FCFA en 2006 (70,6%), suite à une hausse de 36,2% des recettes de communication collectées dans les autres pays par les opérateurs du secteur.

Pour ce qui concerne les autres services aux entreprises, leur solde déficitaire s'est creusé de 10.395 millions de FCFA en 2006 pour s'établir à -35.193 millions. Cette évolution est principalement attribuable à l'aggravation du déficit des divers services aux entreprises dont les services miniers occupent une part importante.

Le tableau 10 retrace l'évolution des autres services entre 2002 et 2006.

TABLEAU 10 : Evolution des autres services

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Services de communication	2 220	1 445	13 139	11 233	19 167
Services de BTP	-22 091	-9 342	-7 041	-8 896	-6 804
Services d'assurance	-9 812	-10 399	-16 123	-17 008	-13 178
dont assurance sur marchandises	-6 186	-7 278	-10 992	-12 375	-9 459
Autres services aux entreprises	-32 180	-28 740	-23 387	-24 798	-35 193
TOTAL AUTRES SERVICES	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469	-36 008

Source : BCEAO.

3. Evolution de la balance des revenus

En 2006, le solde de la balance des revenus est ressorti déficitaire de 134.643 millions de FCFA, après un déficit de 109.159 millions de FCFA l'année précédente, ce qui représente une détérioration de 25.484 millions de FCFA (ou 23,3%).

3.1. Rémunération des salariés

Le poste « rémunérations des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 4.802 millions de FCFA, en hausse de 68,7% par rapport à l'année précédente. Ceci découle de l'accroissement de la masse salariale payée localement par les organismes publics étrangers aux travailleurs résidents.

3.2. Revenus des investissements

Le déficit des revenus d'investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est creusé en 2006, ce qui explique le solde de la balance des revenus. En effet, le solde des revenus d'investissement est ressorti à -139.445 millions de FCFA en 2006 contre -112.006 millions de FCFA en 2005, soit une détérioration de 27.439 millions de FCFA (ou 24,5%). L'aggravation de ce déficit s'explique essentiellement par l'évolution des revenus des investissements directs dont le solde s'est inscrit à -112.386 millions de FCFA, en détérioration de 30.954 millions par rapport à l'année 2005. Cette situation est en rapport avec l'augmentation des bénéfices distribués aux investisseurs directs étrangers intervenant essentiellement dans les secteurs aurifères et de télécommunication, dont les résultats sont en phase avec la conjoncture favorable que connaissent ces secteurs depuis 2005. Par contre, les revenus des investissements de portefeuille et des autres investissements ont vu leurs soldes (également déficitaires) s'améliorer respectivement de 1.442 millions et 2.073 millions de FCFA.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 14.541 millions de FCFA, après 16.983 millions de FCFA en 2005.

Le tableau 11 retrace l'évolution de la balance des revenus entre 2002 et 2006.

Tableau 11 : Evolution des revenus

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Rémunération des salariés	3 472	3 061	2 686	2 847	4 802
Revenus des investissements	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445
Revenus des investissements directs	-158 360	-69 380	-80 232	-81 432	-112 386
Revenus des investissements de portefeuille	-6 233	-10 008	-9 495	-6 588	-5 146
Revenus des autres investissements	-6 289	-16 621	-15 890	-23 986	-21 913
dont intérêts sur dette publique extérieure	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983	-14 541
TOTAL DES REVENUS	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4. Evolution de la balance des transferts courants

A fin 2006, l'excédent de la balance des transferts courants s'est consolidé avec un montant de 169.999 millions de FCFA, en augmentation de 49.966 millions de FCFA (ou 41,6%) par rapport à 2005. Cette confortable évolution est attribuable aussi bien aux transferts courants des administrations publiques qu'à ceux des agents économiques privés.

L'évolution des transferts courants entre 2002 et 2006 est résumée dans le tableau 12.

TABLEAU 12 : Evolution des transferts courants

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Transferts courants nets des adm. publiques	30 840	67 384	51 375	61 087	86 120
dont aides budgétaires	16 600	51 610	33 300	45 000	44 000
Transferts courants nets "Autres secteurs"	71 147	53 170	50 571	58 946	83 879
dont envois de fonds des travailleurs (net)	71 336	52 844	45 684	54 038	76 080
dont envoi de fonds reçus (crédit)	88 165	80 709	72 944	80 837	100 779
TOTAL TRANSFERTS COURANTS	101 987	120 554	101 946	120 033	169 999

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

4.1. Transferts courants des administrations publiques

Les transferts courants nets des administrations publiques sont ressortis à 86.120 millions de FCFA, en hausse de 25.033 millions (ou 41,0%) par rapport au montant de l'année précédente. Cette évolution est attribuable à l'accroissement des dons budgétaires reçus par l'administration publique qui se sont chiffrés à 83.540 millions de FCFA (dont 44.030 millions au titre des dons budgétaires et 39.540 millions au titre de l'appui budgétaire). Rappelons qu'en 2005, 45.000 millions avaient été reçus au titre des dons budgétaires. La hausse des prélèvements communautaires de solidarité qui ont atteint 7.359 millions de FCFA confortent également les transferts reçus par le Gouvernement.

4.2. Transferts courants des autres secteurs

Concernant les flux de transferts nets des autres secteurs de l'économie, notamment les ménages, ils ont atteint un montant de 83.879 millions de FCFA en 2006, correspondant à un accroissement de 24.933 millions de FCFA par rapport à leur niveau de 2005. Les envois de fonds nets des travailleurs (ou transferts des migrants), principale composante de ce poste, ont enregistré une augmentation de 40,8% sur la période pour se chiffrer à 76.080 millions de FCFA. Il est à noter que ces fonds transitent essentiellement par les canaux de transferts rapides de fonds et par les transferts bancaires privés classiques qui ont augmenté respectivement de 37,0% et 63,8% entre 2005 et 2006. Quant aux fonds reçus par les résidents en provenance de leurs compatriotes établis à l'étranger, il se sont chiffrés à 100.779 millions de FCFA en 2006, après 80.837 millions en 2005.

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières, qui retrace les flux financiers et de capitaux échangés entre une économie et le reste du monde au cours de l'année, s'est porté à un montant de 140.101 millions de FCFA en 2006, après 243.543 millions précédemment (selon la présentation standard de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI). Pour cette année 2006, les différentes rubriques de ce compte présentent des soldes atypiques en raison de la mise en œuvre de l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) au Mali.

L'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale et l'Initiative PPTE au Mali.

L'IADM (Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale) dont a bénéficié le Mali en 2006 vise l'annulation des créances de trois institutions multilatérales (FMI, IDA et FAD) sur les pays qui ont atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE. L'annulation a concerné le stock de créances détenues à la fin 2004 et la mise en œuvre a été effectuée par le FMI en janvier 2006, en juillet 2006 par la Banque Mondiale et en septembre 2006 par la BAD.

L'annulation sera financée, en ce qui concerne la part du FMI, par l'utilisation de ses ressources propres tandis que pour l'IDA et le FAD, ce sont les pays donateurs qui devraient refinancer l'allègement en remboursant aux deux institutions les montants des dettes annulées. Les ressources ainsi libérées devraient aider les pays bénéficiaires à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Au Mali, le stock de dette auprès du FMI, de l'IDA et du FAD au 31 décembre 2004, annulé dans le cadre de l'IADM se chiffre à 1.085,2 milliards de FCFA dont 64,7 milliards pour le FMI, 706,0 milliards pour l'IDA et 314,5 milliards pour le FAD.

Quant à l'Initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés), elle vise à réduire la charge de l'endettement de la plupart des pays pauvres très endettés qui appliquent des programmes d'ajustement et de réforme appuyés par la Banque Mondiale et le FMI. Pour l'année 2006, le Mali a bénéficié d'un allègement de 22,2 milliards au titre de l'Initiative PPTE (dont 16,8 milliards au titre du principal et 5,6 milliards pour les intérêts).

L'IADM a eu un impact significatif sur les comptes extérieurs du Mali en 2006 car l'annulation de la dette auprès des trois institutions a été totalement imputée sur l'exercice en cours puisqu'il est accordé en une seule fois sur la base du stock. Ainsi, le montant de 1.085,2 milliards de FCFA au titre de l'IADM est enregistré comme transfert de capital (remise de dette) avec, comme contrepartie, une diminution des engagements extérieurs. Cependant, compte tenu du fait que la dette à l'égard du FMI constitue un engagement monétaire de la Banque Centrale, la contrepartie de l'annulation de ce créancier sera enregistré au bas de la balance comme baisse des engagements de l'institut d'émission (avec impact sur les avoirs extérieurs nets) alors que celle de l'IDA et du FAD sera inscrite comme baisse des engagements des Administrations publiques.

Quant à l'allègement au titre de l'Initiative PPTE qui porte sur un montant de 22,2 milliards de FCFA au titre de l'exercice 2006, il constitue un financement exceptionnel dans les comptes extérieurs. Ce montant constitue l'allègement des créanciers autres que les trois institutions (FMI, FAD et IDA) dont les contributions sont octroyées sur la base des flux.

Source : BCEAO, DGDP

1. Compte de capital

Au terme de l'année 2006, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, s'est fixé à 1.1180.961 millions de FCFA, en diminution de 12.829 millions de FCFA (hors IADM) ou 11,8% par rapport à son niveau de 2005. En plus de l'IADM et de l'Initiative PPTE qui ont contribué respectivement à hauteur de 1.085.200 millions et 22.251 millions de FCFA, l'évolution de l'aide publique des partenaires financiers dont le pays a bénéficié, notamment au titre des

dons-projets, explique essentiellement le niveau des transferts de capital en 2006. En effet, les autres transferts de capital se sont inscrits à 67.898 millions de FCFA, enregistrant ainsi une baisse par rapport à l'année 2005.

Pour ce qui est des transferts de capital des autres secteurs, ils ont évolué à la baisse en s'affichant à 5.922 millions de FCFA contre 6.354 millions en 2005. Les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits, pour leur part, n'ont quasiment pas évolué sur la période, se maintenant à -310 millions de FCFA.

TABEAU 13 : Evolution du compte de capital

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Transferts de capital	100 250	96 220	108 666	108 906	1 181 271
Transferts de capital des administrations publiques	96 750	90 838	98 651	102 552	1 175 349
- remises de dettes (PPTE et IADM)	27 500	30 138	28 651	30 052	1 107 451
dont IADM					1 085 200
- autres transferts de capital (dons-projets)	69 250	60 700	70 000	72 500	67 898
Transferts de capital "Autres secteurs"	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-145	-8	-19	-316	-310
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	100 105	96 212	108 647	108 590	1 180 961

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte d'opérations financières qui englobe les créances et engagements vis-à-vis des investisseurs ainsi que les avoirs et engagements des divers secteurs de l'économie vis-à-vis de l'étranger s'est soldé, au terme de l'année 2006, par un montant de -1.040.860 millions. Hors IADM, ce solde serait de -20.360 millions de FCFA, après 134.993 millions en 2005. Ce résultat reflète le ralentissement des nouveaux flux d'investissements directs ainsi que la hausse des avoirs sur l'étranger. Le tableau 14 présente l'évolution des principales rubriques du compte d'opérations financières entre 2002 et 2006.

TABEAU 14 : Evolution du compte d'opérations financières

RUBRIQUES	2002	2003*	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Investissements directs	168 832	76 043	52 945	118 544	42 953
Investissements de portefeuille & dérivés financiers	37 348	306	-1 599	-7 991	-5 800
Autres investissements	-88 101	83 891	-15 188	91 418	-1 074 256
dont capitaux publics	61 000	60 700	45 826	83 400	-914 616
dont IADM (débit)					-1 020 500
Avoirs de réserve	-110 783	-125 929	84 480	-66 978	-3 757
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	7 296	34 311	120 638	134 993	-1 040 860

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire

2.1. Investissements directs

Les investissements directs nets se sont portés à 42.953 millions de FCFA en 2006, après 118.544 millions en 2005, enregistrant ainsi une baisse de 75.591 millions de FCFA (ou 63,8%). Ces investissements qui reflètent la situation économique, à travers la création de sociétés à participation étrangère et aussi les bénéficiaires réinvestis, se sont traduits par une baisse des flux reçus. Il est à noter pour l'année 2006, une baisse des engagements envers les investisseurs directs suite au retrait de certains investisseurs d'une part (énergie), et à la dégradation des fonds propres de certaines sociétés à capital étranger (agro-industrie et transport) d'autre part. Ainsi, les flux créditeurs d'investissements directs sont ressortis à 95.322 millions de FCFA, contre 167.360 millions en 2005 tandis que les flux débiteurs ont atteint 52.369 millions de FCFA après 48.816 millions précédemment.

2.2. Investissements de portefeuille et dérivés financiers

Concernant les investissements de portefeuille et dérivés financiers, leur solde net s'est fixé à -5.800 millions de FCFA en 2006, après -7.991 millions de FCFA en 2005. La baisse des engagements des banques et des autres secteurs envers les actionnaires étrangers explique cette évolution. En effet, les engagements nets se sont inscrits à -2.173 millions de FCFA en 2006 contre 1.555 millions en 2005. Quant aux titres de créances (obligations et autres titres d'emprunt) détenus essentiellement par les banques et les autres secteurs, ils sont en recul avec des flux nets de 3.450 millions de FCFA à fin 2006 contre 9.504 millions à fin 2005.

2.3. Autres investissements

Cette composante qui recense principalement les avoirs et engagements sur les opérations de prêts et de dépôt est ressortie déficitaire de -1.074.256 millions de FCFA à fin 2006, et -53.756 millions (hors IADM) contre un excédent de 91.418 millions en 2005. Deux facteurs essentiels expliquent cette évolution du solde des autres investissements. En premier lieu, l'année 2006 s'est caractérisée par une augmentation des avoirs à l'étranger, notamment les dépôts qui se sont portés à 92.298 millions de FCFA dont 38.410 millions pour les banques et 53.888 pour les agents privés. En 2005, ces dépôts étaient de 56.845 millions de FCFA. L'autre facteur explicatif de l'évolution de ce solde est la baisse des engagements envers le FMI et les autres institutions multilatérales. En effet, les engagements envers le FMI ont baissé de 56.722 millions de FCFA en 2006 et ceux envers les autres créanciers de 1.053.297 millions de FCFA dont 1.020.500 millions de FCFA au titre de l'IADM (BAD et Banque Mondiale). Les autres amortissements des Administrations publiques se sont chiffrés à 32.797 millions de FCFA contre 39.500 en 2005. Par ailleurs, les tirages du Gouvernement se sont élevés à 140.600 millions de FCFA, après 122.900 millions de FCFA en 2005, marquant ainsi une hausse de 17.700 millions de FCFA (ou 14,4%), avec un taux de décaissement plus élevé que l'année précédente.

Dans le registre des engagements, il est également noté une baisse de ceux du secteur bancaire dont le montant net s'est porté à 16.582 millions de FCFA, après 43.183 millions en 2005.

2.4. Avoirs de réserve

Les avoirs de réserve ont considérablement diminué en se situant à 3.757 millions de FCFA, après 66.978 millions de FCFA l'année précédente, marquant ainsi une baisse de 63.221 millions de FCFA. Cette progression des avoirs de réserve découle d'une baisse conséquente des avoirs en devises, 56.980 millions de moins qu'en 2005, ainsi qu'une dégradation de la position de réserve auprès du Fonds Monétaire International. Quant aux droits de tirages spéciaux, ils se sont contractés de 46,0 millions de FCFA en 2006.

***EVOLUTION DE LA
POSITION EXTERIEURE GLOBALE***

I. BANQUES DE DEPOTS

A fin décembre 2006, les avoirs extérieurs nets des banques se sont nettement améliorés de 25.505 millions de FCFA, en s'établissant à 12.606 millions de FCFA, après -12.899 millions à fin 2005. Cette évolution est attribuable à une progression plus forte des avoirs extérieurs de ces institutions que celle de leurs engagements. En effet, les avoirs ont augmenté de 48.085 millions de FCFA pour s'établir à 185.919 millions à fin 2006, soit 34,8% d'augmentation.

Quant aux engagements, ils ont atteint 173.313 millions de FCFA, après 150.733 millions en 2005, enregistrant ainsi une hausse de 14,9%.

Ces évolutions sont retracées dans le tableau 15.

TABLEAU 15 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Avoirs	119 902	117 982	129 738	137 834	185 919
Engagements	91 095	97 296	109 240	150 733	173 313
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	28 807	20 686	20 498	-12 899	12 606

Source : BCEAO.

II. BANQUE CENTRALE

Les avoirs nets de l'Institut d'Emission ont également évolué à la hausse. En effet, ils se sont fixés à 471.972 millions de FCFA à fin 2006, après 412.581 millions à fin 2005. Cette situation découle essentiellement d'une baisse considérable des engagements extérieurs et, dans une moindre mesure, de la hausse des avoirs bruts. En effet, les engagements extérieurs se sont inscrits à 9.536 millions de FCFA à fin 2006, soit une baisse de 55.278 millions de FCFA (ou 85,3%) par rapport à 2005. Ceci est en étroite liaison avec la mise en œuvre de l'IADM, l'annulation d'une partie substantielle des prêts du FMI correspondant à une baisse des engagements de la BCEAO vis-à-vis de cette institution multilatérale.

En ce qui concerne les avoirs extérieurs de la Banque Centrale, ils se sont confortés de 4.113 millions de FCFA à fin 2006. La progression des avoirs extérieurs de la Banque Centrale s'explique par celle des avoirs en devises dont le montant a augmenté de 8.466 millions de FCFA (ou 1,8%) pour atteindre 476.193 millions de FCFA à la fin de l'année. Ceci découle de la mobilisation des ressources extérieures ainsi que, dans une moindre mesure, des efforts de rapatriement des recettes d'exportation.

Le tableau 16 retrace l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la BCEAO entre 2002 et 2006.

TABLEAU 16 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

RUBRIQUES	2002	2003*	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
AVOIRS	370 191	495 099	410 447	477 395	481 508
Position de réserve	8 156	7 240	7 151	9 520	5 289
DTS détenus	24	497	315	148	26
Avoirs en devises	362 011	464 605	402 981	467 727	476 193
Autres créances					
Ajustement suite révision circulation fiduciaire		22 757			
ENGAGEMENTS	116 212	96 617	78 473	64 814	9 536
Recours aux crédits du Fonds	112 394	92 634	74 322	60 713	3 991
Banques et institutions étrangères	3 111	3 843	1 911	4 118	3 932
Engagements en monnaie étrangère					
Autres engagements	707	957	2 240	-17	1 613
Ajustement suite révision circulation fiduciaire		-817			
AVOIRS NETS	253 979	398 482	331 974	412 581	471 972

Source : BCEAO.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire

Cette évolution de la position extérieure des institutions monétaires reflète l'amélioration du solde global de la balance des paiements. Celui-ci a enregistré un excédent de 84.982 millions de FCFA à la fin de l'année 2006, après 47.056 millions à fin 2005, soit une hausse de 80,6%. Le tableau 17 retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 2002 et 2006.

TABLEAU 17 : Evolution des avoirs extérieurs nets

RUBRIQUES	2002	2003*	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Variation AEN banques de dépôts	-39 889	-8 121	-188	-33 397	25 505
Variation AEN Banque centrale	123 678	144 503	-66 508	80 607	59 391
Contrepartie des réévaluations	-1 390	-11 200	2 605	-154	86
SOLDE GLOBAL (1+2+3)	82 399	125 182	-64 091	47 056	84 982

Source : BCEAO.

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire

III. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) correspond au stock d'avoires et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2006, la PEG du Mali s'est fixée à -646.119 millions de FCFA, en amélioration de 1.071.477 millions de francs CFA par rapport à son niveau de 2005. Cette évolution est attribuable à la baisse significative des engagements à l'égard des non-résidents. En effet, les engagements totaux se sont portés à 1.438.183 millions de FCFA, après 2.469.230 millions l'année d'avant, soit une baisse de 41,8%. Cette variation a trait à l'incidence de la mise en œuvre de l'IADM dont la conséquence est la baisse significative des engagements du pays, vis à vis des créanciers multilatéraux. Par ailleurs, les avoires (ou créances sur les non-résidents) ont également augmenté de 4.113 millions de FCFA (ou 0,9%) mais leur incidence sur la variation de la position extérieure globale est négligeable.

Ainsi, le ratio de la PEG rapporté au PIB s'est amélioré en s'établissant à -20,2% à fin 2006 contre -59,4% à fin 2005. S'agissant de l'encours de la dette publique extérieure, il s'est réduit à 19,8% du PIB contre 60,0% précédemment, soit une diminution de 40,2 points. Le tableau 18 résume l'évolution des grandes rubriques de la PEG entre 2002 et 2006.

TABLEAU 18 : Evolution de la position extérieure globale

RUBRIQUES	2002	2003*	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
INVESTISSEMENTS DIRECTS NETS	-326 567	-351 105	-359 344	-480 265	-479 082
Avoirs	1 294	3 432	4 902	4 374	1 870
Engagements	327 861	354 537	364 246	484 639	480 952
Capital social et bénéfice réinvestis	288 752	286 381	328 857	363 962	338 945
Autres capitaux	39 109	68 156	35 389	120 677	142 007
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE NETS	-22 025	26 723	38 954	18 168	41 285
Avoirs	25 779	51 089	46 847	36 796	60 275
Engagements	47 804	24 366	7 893	18 628	18 990
AUTRES INVESTISSEMENTS NETS	-1 620 686	-1 786 535	-1 802 328	-1 732 894	-689 830
Avoirs	368 699	156 224	217 155	233 069	248 411
Engagements	1 989 385	1 942 759	2 019 483	1 965 963	938 241
dont : Prêts Administrations Pub. (hors FMI)	1 611 306	1 646 518	1 739 848	1 674 487	629 000
Engagements vis-à-vis du FMI	112 394	92 634	74 322	60 713	3 991
AVOIRS DE RESERVE	370 191	495 099	410 447	477 395	481 508
TOTAL DES AVOIRS	765 963	705 844	679 351	751 634	792 064
TOTAL DES ENGAGEMENTS	2 365 050	2 321 662	2 391 622	2 469 230	1 438 183
POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-1 599 087	-1 615 818	-1 712 271	-1 717 596	-646 119

Sources : BCEAO, Direction Générale de la Dette Publique.

*Rupture de série des avoires de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire

ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la cinquième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP5) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 1993.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, au plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Définitions

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La position extérieure, quant à elle, est le relevé du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est résidente d'une économie lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit – domicile, lieux de production ou locaux à autres usages – à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel elle exerce et a l'intention de continuer d'exercer, effectue et a l'intention de continuer d'effectuer des transactions sur une échelle appréciable pendant une période d'au moins une année.

Les unités institutionnelles résidentes sont : les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les exceptions à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves

extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, consulats, bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs du Mali retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire du Mali.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont évaluées à partir de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dettes extérieures publiques" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1. Compte des opérations courantes

Biens

Les chiffres douaniers sont validés par le Comité de validation des statistiques du commerce extérieur qui regroupe, sous la présidence de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), les représentants de : la Direction Nationale de la BCEAO, la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM), la Direction Nationale de l'Agriculture, la Direction Nationale de l'Elevage, la Direction Nationale du Service Vétérinaire, la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale des Transports (DNT), l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), la Société chargée de l'inspection avant expédition des importations (COTECNA), la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

Ces chiffres validés sont par la suite ajustés par la BCEAO, aux fins d'adaptation à l'optique de la balance des paiements. L'ajustement le plus important est le passage de la valorisation CAF à la valorisation FAB pour les importations. La BCEAO estime aussi les dépenses et recettes de soutage, les biens importés ou exportés pour transformation, les achats dans les ports et aéroports, ainsi que les importations des organismes publics étrangers établis au Mali.

Services

- *Transport* : Le fret maritime et le fret routier sont estimés par l'application d'un coefficient déterminé à la suite d'une enquête périodique de la BCEAO. Les informations sur le transport ferroviaire sont recueillies auprès de l'entreprise exploitant le réseau de chemin de fer (TRANSRAIL-SA). Les données du transport aérien sont fournies par les compagnies représentées dans le pays.
- *Voyages* : Pour les touristes étrangers, les estimations sont fondées sur les informations fournies par les hôtels et les agences de voyages, ainsi que les statistiques du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. Les données des principaux pays émetteurs sont également utilisées. Les dépenses des fonctionnaires maliens en mission à l'étranger sont collectées auprès de la DNTCP. Les dépenses des étudiants maliens à l'étranger sont connues auprès des donateurs de bourses étrangères et auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les bourses nationales. Pour les autres agents, les informations sont obtenues à l'aide des questionnaires.

- *Autres types de services* : Les données sont tirées d'enquêtes auprès des entreprises. En outre, la DNTCP fournit les dépenses du Gouvernement malien à l'étranger. Les dépenses des ambassades et organisations internationales établies au Mali sont estimées à partir de l'enquête de la BCEAO.

Revenus

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure sont tirés du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE). Les revenus des investissements, ainsi que les rémunérations des salariés des autres secteurs sont déterminés à partir de l'enquête de la BCEAO.

Transferts courants

Les données sur les aides publiques financières reçues sont tirées du TOFE. Celles sur les aides non financières sont collectées auprès de la DNCC et des ambassades concernées ou relevées dans les rapports du PNUD et du FED. Les transferts d'économies des travailleurs émigrés sont estimés à partir des données sur les transferts électroniques de fonds, des billets de banque étrangers collectés par les intermédiaires financiers (bureaux de change, banques et BCEAO) et d'autres informations recueillies auprès des banques. Les données disponibles auprès des pays d'accueil sont aussi utilisées.

6.2. Compte de capital et compte d'opérations financières

Transferts en capital

Ces données proviennent des enquêtes de la BCEAO et des services compétents de l'Etat (TOFE pour les dons-projets et les remises de dettes en faveur des administrations publiques).

Opérations financières

- *Investissements directs et de portefeuille* : Principalement connus par l'enquête de la BCEAO auprès des entreprises, ces investissements comprennent, au titre des investissements directs, les opérations sur le capital social, la contrepartie des bénéficiaires réinvestis et les prêts entre entreprises apparentées, y compris les crédits commerciaux. Pour les investissements de portefeuille, on distingue les titres de participation, les obligations, les instruments du marché monétaire et les produits financiers dérivés.

- *Autres investissements* : Les engagements des administrations publiques contiennent notamment la dette publique extérieure. Ils sont tirés du TOFE ou communiqués par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les avoirs et engagements des autorités monétaires sont estimés au Siège de la BCEAO et transmis à la Direction Nationale. Les avoirs et engagements des autres institutions monétaires (c'est-à-dire les banques commerciales) proviennent essentiellement du dépouillement des documents comptables DEC 2000 globalisées et de l'enquête de la BCEAO.

- *Avoirs de réserve* : Ces avoirs sont fournis directement par le Siège de la BCEAO. Au niveau national, ils ne comprennent pas l'or monétaire, non réparti entre les pays membres et détenu par le Siège de la BCEAO.

7. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de la DNSI et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

8. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai d'environ un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/98/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de l'Annexe III dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires**TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS****Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale**

(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	Variation
AVOIRS				
Statistiques financières internationales	414 500	475 200	482 900	7 700
Statistiques monétaires (données FISEC)	410 447	477 395	481 182	3 787
Ajustements		30	0	-30
Total avoirs en balance des paiements	410 447	477 425	481 182	3 757
ENGAGEMENTS				
Statistiques financières internationales	73 900	64 800	9300	-55 500
Statistiques monétaires (données FISEC)	91 157	77 459	21 201	-56 258
dont Allocation DTS	12 684	12 646	11 923	-723
Ajustements	4 573	198	-22	-220
Total engagements en balance des paiements	78 473	64 998	9 278	-55 720
AVOIRS EXTERIEURS NETS	331 974	412 427	471 904	59 477

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS**Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires**

(en millions de FCFA)

	2004	2005	2006	Variation
AVOIRS				
Statistiques financières internationales	134 300	136 900	175 000	38 100
Statistiques monétaires (données FISEC)	130 169	136 888	187 449	50 561
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-6 899	-5 383	-6 949	-1 566
Débiteurs divers	137	80	77	-3
Divers-comptes d'ordre	62	0	1	1
Billets externes UMOA	6 269	6 249	5 341	-908
Ajustements				
Total avoirs en balance des paiements	129 738	137 834	185 919	48 085
ENGAGEMENTS				
Statistiques financières internationales	86 100	112 000	105 600	-6 400
Statistiques monétaires (données FISEC)	86 083	112 072	123 442	11 370
Comptes exhibibles après encaissement	-5 310	-4 134	-5 814	-1 680
Dépôts des Maliens de l'extérieur	28 453	42 790	55 575	12 785
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	0	0
Créditeurs divers	14	5	101	96
Divers-comptes d'ordre	0	0	9	9
Ajustements				
Total engagements en balance des paiements	109 240	150 733	173 313	22 580
AVOIRS EXTERIEURS NETS	20 498	-12 899	12 606	25 505

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes**TABLEAU A3** : Evolution de la balance des paiements courants

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Biens	113 370	-35 160	-61 515	-76 265	39 201
dont marchandises générales	-285 966	-357 610	-333 058	-434 854	-549 538
Services nets	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492	-188 863
Revenus nets	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643
Transferts courants nets	101 987	120 554	101 946	120 033	169 999
Balance courante (BC)	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306
PIB*	2 222 735	2 453 555	2 632 100	2 894 000	3 201 470
BC/PIB (en %)	-4,7	-6,4	-8,2	-8,0	-3,6
BC hors dons officiels	-134 560	-224 874	-267 427	-291 970	-200 426
BC hors dons officiels/PIB (en %)	-6,1	-9,2	-10,2	-10,1	-6,3

*Données révisées du PIB

Sources : BCEAO et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI).

TABLEAU A4 : Evolution des exportations FOB par produit (principales marchandises)

PRODUITS	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Coton	130 946	194 850	187 887	140 494	131 951
Pierres et métaux précieux	402 563	330 073	270 567	369 019	588 315
Animaux vivants	27 327	24 535	22 904	27 829	27 544
Autres	33 087	28 001	37 913	34 602	45 485
Total statistiques douanières	593 923	577 459	519 271	571 944	793 295
Ajustements de valeur (non contrôlé)					5 885
Ajustements de champ	16 021	-38 197	-6 532	4 631	9 076
EXPORTATIONS AJUSTEES	609 944	539 262	512 739	576 575	808 256

Sources : BCEAO et DNSI.

TABLEAU A5 : Evolution des exportations FOB ajustées de biens

PRODUITS	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Coton	138 239	140 850	181 355	139 656	141 027
part en %	22,7	26,1	35,4	24,2	17,4
Or non monétaire	402 563	326 833	270 567	355 504	587 486
part en %	66,0	60,6	52,8	61,7	72,7
Animaux vivants	27 327	24 534	22 904	27 829	30 204
part en %	4,5	4,5	4,5	4,8	3,7
Autres	41 815	47 045	37 913	53 586	49 539
part en %	6,9	8,7	7,4	9,3	6,1
TOTAL EXPORTATIONS	609 944	539 262	512 739	576 575	808 256

Sources : BCEAO, DNSI.

TABLEAU A6 : Evolution des principales importations CAF par produits regroupés

PRODUITS	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	83 775	124 830	98 125	134 337	167 058
Produits pétroliers	112 893	130 275	152 155	196 532	227 913
Produits chimiques	129 146	132 101	111 935	119 930	116 848
Machines et véhicules	158 266	199 478	157 876	155 844	214 451
Matériaux de construction	79 694	99 444	107 483	124 781	132 644
Autres	82 999	52 945	88 811	82 427	92 949
Total statistiques douanières	646 773	739 073	716 385	813 851	951 863
Ajustements de valeur (informel)					25 370
Ajustements de champ	-6 900	-11 093	16 392	11 212	-26 236
Imports de marchandises gles ajustées CAF	639 873	727 980	732 777	825 063	950 997
Fret	-140 772	-152 876	-146 555	-156 762	-171 179
Assurance sur marchandises	-6 399	-7 280	-10 992	-12 375	-9 510
IMPORTATIONS FOB	492 702	567 824	575 230	655 926	770 308

Sources : BCEAO, DNSI, Direction Générale des Douanes (DGD).

TABLEAU A7 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)

PRODUITS	2002	2003	2004	2005	2006
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	82 740	124 346	98 125	130 771	171 959
part en %	12,9	17,1	13,4	15,8	18,1
Produits pétroliers	112 893	130 275	152 155	196 047	232 987
part en %	17,6	17,9	20,8	23,8	24,5
Machines et véhicules	153 091	196 727	157 876	148 856	209 204
part en %	23,9	27,0	21,5	18,0	22,0
Matériaux de construction	79 694	98 669	107 483	109 593	132 298
part en %	12,5	13,6	14,7	13,3	13,9
Produits chimiques	129 146	127 010	111 935	116 006	116 848
part en %	20,2	17,4	15,3	14,1	12,3
Autres	82 309	50 953	105 203	123 790	87 701
part en %	12,9	7,0	14,4	15,0	9,2
TOTAL	639 873	727 980	732 777	825 063	950 997

Sources : DNSI, DGD.

Tableau A8 : Exportations (FOB) du Mali à destination des autres pays de l'UEMOA en 2006

		Bénin		Burkina Faso		Cote d'Ivoire		Guinée B.		Niger		Sénégal		Togo		UEMOA		
		Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Officielles	Non contrôlé	Total
Coton	% Exports Coton	0,0		0,1		0,1		0,0		0,0		0,1				0,4	0,3	0,6
	% Exports totales	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0				0,1	0,0	0,1
	Millions FCFA	0	0	171	71	141	230	0	0	0	0	195	42	9	16	516	359	875
Or	% Exports Or	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0	0,0	0,0
	% Exports totales	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0		0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	2	0	0	11	2	13
Animaux vivants	% Exports Animaux	0,0		6,3		19,1		0,0		1,2		33,2		0,0		59,8	12,7	72,5
	% Exports totales	0,0		0,2		0,7		0,0		0,0		1,2		0,0		2,2	0,5	2,7
	Millions FCFA	0	0	1 895	790	5 765	1 597	0	0	368	545	10 040	907	0	0	18 068	3 839	21 907
Divers	% Exports totales	0,1		0,5		0,5		0,0		0,0		1,3		0,1		2,5	2,8	5,3
	Millions FCFA	925	677	4 155	1 733	3 889	14 146	0	515	276	1 272	10 858	3 582	438	755	20 541	22 680	43 221
	Total	0,1	0,1	0,8	0,3	1,2	2,0	0,0	0,1	0,1	0,2	2,6	0,6	0,1	0,1	4,8	3,3	8,2
	Millions FCFA	925	677	6 221	2 594	9 795	15 973	0	515	644	1 817	21 104	4 533	447	771	39 136	26 880	66 016

Sources : BCEAO, DNSI.

1 602

8 815

25 768

515

2 461

25 637

1 218

66 016

Tableau A9 : Importations (CAF) du Mali en provenance des autres pays de l'UEMOA en 2006

		Bénin		Burkina Faso		Cote d'Ivoire		Guinée Bissau		Niger		Sénégal		Togo		UEMOA		
		Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Offic.	Non cont.	Officielles	Non contrôlé	Total
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	2,9		3,3		18,1		0,0		0,2		9,5		0,3		34	15	50
	% Imports totales	0,5		0,6		3,3		0,0		0,0		1,7		0,1		6	3	9
	Millions FCFA	4 048		4 640	154	25 237	6 164	0		303	2 820	13 238	12 147	406		47 872	21 284	69 156
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	43,2		0,1		13,9		0,0		0,0		30,7		19,6		108	6	113
	% Imports totales	10,6		0,0		3,4		0,0		0,0		7,5		4,8		26	1	28
	Millions FCFA	81 568		168		26 309	6 356	0		0		57 997	4 539	36 909		202 951	10 895	213 846
Matériaux de const.	% Imports Mat. Cstruc	0,0		0,3		22,2		0,0		0,0		19,1		8,2		50	24	73
	% Imports totales	0,0		0,0		3,1		0,0		0,0		2,7		1,1		7	3	10
	Millions FCFA	0		354		23 833	7 515	0		5	47	20 495	17 290	8 751	461	53 438	25 313	78 751
Matières premières	% Imports totales	0,0		0,2		0,2		0,0		0,0		0,3		0,1		1	0	1
	Millions FCFA	10		1 415	47	1 298		0		0		2 085		388		5 196		5 196
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhi	0,0		0,8		0,4		0,0		0,0		3,0		0,1		4	2	7
	% Imports totales	0,0		0,2		0,1		0,0		0,0		0,7		0,0		1	0	1
	Millions FCFA	4		1 320		739		0		21	195	5 165	3 605	192		7 441	3 800	11 241
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim	0,0		0,4		25,3		0,0		0,1		14,0		0,5		40	3	43
	% Imports totales	0,0		0,0		3,1		0,0		0,0		1,7		0,1		5	0	5
	Millions FCFA	10		358		23 990		0		62		13 243	2 928	451		38 114	2 928	41 042
Divers	% Imports totales	0,0		0,1		0,3		0,0		0,0		0,4		0,0		1	1	2
	Millions FCFA	26		711	96	1 946	599	0	256	2	596	3 144	5 147	64		5 893	6 694	12 587
	Total	11,1	-1,6	1,2	0,0	13,4	2,7	0,0	0,0	0,1	0,5	15,0	5,9	6,1	0,1	47	8	54,4
	Millions FCFA	85 666	-12 457	8 966	297	103 352	20 634	0	256	393	3 657	115 367	45 656	47 161	461	360 905	58 504	419 409

Sources : BCEAO, DNSI.

TABLEAU A10 : Orientation géographique des exportations du Mali de 2002 à 2006

	2002		2003		2004		2005		2006	
	Millions de FCFA	%								
Destination										
EUROPE	508 821	83,4	422 132	73,1	173 781	33,9	207 825	36,3	44 116	5,6
Union européenne	225 305	36,8	66 497	36,8	44 454	36,8	33 432	36,8	31 911	36,8
dont France	119 092	19,5	27 874	4,8	19 144	3,7	12 793	2,2	8 604	1,1
Autres pays européens	283 516	46,5	355 635	61,6	129 327	25,2	174 393	30,5	12 205	1,5
AFRIQUE	57 881	9,5	69 311	12,0	200 809	39,2	263 184	46,0	627 883	79,1
UEMOA	43 668	7,2	43 415	7,5	37 623	7,3	52 357	9,2	39 134	4,9
Côte d'Ivoire	25 432	4,2	13 345	2,3	10 537	2,1	7 434	1,3	9 794	1,2
Sénégal	12 500	2,0	16 736	2,9	17 680	3,4	39 251	6,9	21 104	2,7
Burkina Faso	3 860	0,6	4 529	0,8	5 081	1,0	1 408	0,2	6 221	0,8
Bénin	452	0,1	1 118	0,2	833	0,2	2 959	0,5	924	0,1
Togo	28	0,0	2 620	0,5	860	0,2	214	0,0	447	0,1
Guinée Bissau	120	0,0	0	0,0	0	0,0	16	0,0	0	0,0
Niger	1 276	0,2	5 067	0,9	2 632	0,5	1 075	0,2	644	0,1
Autres	14 213	2,3	25 896	4,5	163 186	31,8	210 827	36,9	588 749	74,2
AMERIQUE	8 387	1,4	3 917	0,7	1 193	0,2	2 306	0,4	7 857	1,0
Etats-Unis	5 096	0,8	658	0,1	1 090	0,2	995	0,2	1 475	0,2
Autres	3 291	0,5	3 259	0,6	103	0,0	1 311	0,2	6 382	0,8
ASIE	34 851	5,7	82 067	14,2	136 946	26,7	98 471	17,2	113 037	14,2
Chine	907	0,1	6 448	1,1	48 365	9,4	33 222	5,8	49 457	6,2
Taiwan	3 889	0,6	973	0,2	12 593	2,5	6 843	1,2	8 909	1,1
Autres	30 055	4,9	74 646	12,9	75 988	14,8	58 406	10,2	54 671	6,9
AUTRES	4	0,0	32	0,0	10	0,0	158	0,0	402	0,1
Total	609 944	100	577 459	100	512 739	100	571 944	100	793 295	100

Sources : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique

TABLEAU A11 : Orientation géographique des importations du Mali de 2002 à 2006
Importations FOB

	2002		2003		2004		2005		2006	
	Millions de FCFA	%								
Destination										
EUROPE	233 127	36,0	252 630	34,2	228 221	31,9	215 350	26,5	274 144	28,8
Union européenne	217 581	33,6	232 577	31,5	211 404	29,5	186 857	23,0	244 368	25,7
dont France	119 321	18,5	133 287	18,0	105 934	14,8	102 823	12,6	145 041	15,2
Autres pays européens	15 546	2,4	20 053	2,7	16 817	2,3	28 493	3,5	29 776	3,1
AFRIQUE	258 340	39,9	308 669	41,8	322 634	45,0	401 991	49,4	441 694	46,4
UEMOA	227 782	35,2	265 113	35,9	280 364	39,1	310 841	38,2	360 901	37,9
Côte d'Ivoire	137 482	21,3	64 566	8,7	70 079	9,8	84 153	10,3	103 352	10,9
Sénégal	50 063	7,7	73 330	9,9	71 375	10,0	93 327	11,5	115 367	12,1
Burkina Faso	1 562	0,2	4 590	0,6	3 115	0,4	4 067	0,5	8 966	0,9
Bénin	6 358	1,0	35 490	4,8	71 888	10,0	75 528	9,3	85 666	9,0
Togo	32 250	5,0	86 971	11,8	63 067	8,8	53 216	6,5	47 155	5,0
Guinée Bissau	65	0,0	38	0,0	688	0,1	409	0,1	1	0,0
Niger	2	0,0	128	0,0	152	0,0	141	0,0	394	0,0
Autres	30 558	4,7	43 556	5,9	42 270	5,9	91 150	11,2	80 793	8,5
AMERIQUE	42 193	6,5	65 361	8,8	49 070	6,8	65 540	8,1	79 333	8,3
Etats-Unis	23 530	3,6	35 617	4,8	30 224	4,2	36 788	4,5	47 945	5,0
Autres	18 663	2,9	29 744	4,0	18 846	2,6	28 752	3,5	31 388	3,3
ASIE	90 493	14,0	107 477	14,5	111 891	15,6	123 566	15,2	149 611	15,7
Chine	15 424	2,4	22 574	3,1	36 291	5,1	39 983	4,9	61 570	6,5
Taiwan	1 724	0,3	1 058	0,1	1 657	0,2	806	0,1	927	0,1
Autres	73 345	11,3	83 845	11,3	73 943	10,3	82 777	10,2	87 114	9,2
AUTRES	22 566	3,5	4 936	0,7	4 569	0,6	7 404	0,9	7 081	0,7
Total	646 719	100	739 073	100	716 385	100	813 851	100	951 863	100

Sources : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique

Tableau A12 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali en 2006 (en valeur et en volume)

Régions	Importations CAF		Exportations FOB	
	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)	Valeur (en F CFA)	Volume (en kg)
EUROPE	274 144 278 366	435 670 064	44 116 054 671	55 304 919
<i>Union Européenne</i>	<i>244 368 328 045</i>	<i>317 947 344</i>	<i>31 910 686 575</i>	<i>54 409 296</i>
France	145 040 862 853	197 967 969	8 604 408 609	5 783 565
Allemagne	27 865 244 647	26 245 112	2 201 955 706	27 286 406
Italie	11 381 086 763	26 367 245	2 959 675 231	5 628 006
Pays-Bas	8 043 704 520	13 111 292	620 474 411	2 507 733
Royaume-Uni	5 512 895 995	5 781 670	10 194 055 297	412 515
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	<i>46 524 533 267</i>	<i>48 474 056</i>	<i>7 330 117 321</i>	<i>12 791 071</i>
<i>Autres pays d'Europe</i>	<i>29 775 950 321</i>	<i>117 722 720</i>	<i>12 205 368 096</i>	<i>895 623</i>
Dont Suisse	1 463 289 460	1 078 845	11 767 736 268	221 029
AFRIQUE	441 693 858 898	1 787 993 563	627 883 346 739	183 985 496
CEDEAO	392 274 492 177	1 717 904 672	50 039 619 916	150 867 354
UEMOA	360 900 962 814	1 621 974 709	39 134 910 802	130 678 578
Bénin	85 666 236 429	198 382 872	924 613 729	2 717 893
Burkina	8 965 639 933	26 657 756	6 220 862 834	27 953 456
Côte d'Ivoire	103 352 297 574	557 932 008	9 794 679 004	23 371 127
Guinée Bissau	1 378 632	30 000	-	-
Niger	393 392 950	3 026 876	644 004 459	1 606 157
Sénégal	115 366 768 070	566 844 158	21 103 885 103	62 234 662
Togo	47 155 249 226	269 101 039	446 865 673	12 795 283
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	<i>31 373 529 363</i>	<i>95 929 963</i>	<i>10 904 709 114</i>	<i>20 188 776</i>
Cap vert	-	-	250 000	950
Gambie	295 411 142	783 848	3 750 000	30 000
Ghana	24 103 280 309	58 984 936	5 468 466 225	7 424 541
Guinée Conakry	5 697 769 817	33 237 626	5 294 059 028	12 279 839
Libéria	-	-	97 299 996	105 084
Nigeria	1 262 716 592	2 919 413	33 774 495	340 753
Sierra Leone	14 351 503	4 140	7 109 370	7 609
<i>Autres pays d'Afrique</i>	<i>49 419 366 721</i>	<i>70 088 891</i>	<i>577 843 726 823</i>	<i>33 118 142</i>
<i>Dont: CEMAC</i>	<i>44 972 135 615</i>	<i>57 361 757</i>	<i>569 409 159 027</i>	<i>9 388 561</i>
Algérie	489 501 528	3 364 270	870 264 555	867 747
Maroc	5 502 280 182	13 437 716	4 185 669 109	6 346 246
Tunisie	3 524 140 586	15 646 942	901 917 746	1 405 893
Cameroun	-	-	-	-
Kenya	-	-	-	-
Afrique du Sud	35 456 213 319	24 912 829	563 451 307 617	768 675
AMERIQUE	79 333 052 894	190 560 242	7 856 901 092	10 616 339
Canada	7 011 129 149	2 143 337	116 377 999	84 234
Etats-Unis	47 944 689 015	28 403 143	1 475 306 270	750 084
<i>Autres pays d'Amérique</i>	<i>24 377 234 730</i>	<i>160 013 762</i>	<i>6 265 216 823</i>	<i>9 782 021</i>
ASIE	149 611 633 299	337 805 449	113 037 146 441	175 881 553
Chine	61 570 595 336	93 062 878	49 457 203 048	77 498 613
Hong-Kong	3 031 806 690	3 820 464	332 400 499	523 998
Inde	20 786 231 022	57 775 270	552 351 064	1 310 776
Japon	25 188 539 307	9 035 923	921 136 583	215 723
Taiwan	927 108 316	736 548	8 908 891 675	13 599 964
Thaïlande	8 360 516 516	43 846 111	13 638 306 001	20 528 513
<i>Autres pays d'Asie</i>	<i>32 778 642 802</i>	<i>133 348 719</i>	<i>39 559 258 070</i>	<i>62 727 964</i>
OCEANIE	7 080 634 583	6 174 971	401 538 129	198 482
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	<i>7 076 027 795</i>	<i>6 174 116</i>	<i>397 613 125</i>	<i>178 450</i>
TOTAL GENERAL	951 863 458 040	2 758 204 289	793 294 987 072	425 986 789

Source : DNSI.

Tableau A13 : BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI - TRANSACTIONS AU COURS DE LA PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006
Compte des transactions courantes	-133 412	-104 132	-122 821	-155 755	-181 214	-227 272	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306
Biens	-60 686	9 188	-1 206	-21 248	-33 409	-7 008	113 370	-35 160	-61 515	-76 265	39 201
Crédit	221 414	327 704	328 131	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262	515 835	580 673	810 671
Débit	-282 100	-318 516	-329 337	-372 821	-421 539	-538 598	-496 574	-574 422	-577 350	-656 938	-771 470
Marchandises générales	-99 978	-108 156	-134 337	-160 423	-221 454	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 855	-549 538
Exportations FAB	181 525	210 360	195 000	209 076	198 507	177 253	206 736	210 214	242 172	221 071	220 770
Exportations selon les statistiques douanières	235 285	317 633	215 212	209 076	202 325	168 765	190 715	248 411	248 704	216 440	205 809
Ajustements	-53 760	-107 273	-20 212	0	-3 818	8 488	16 021	-38 197	-6 532	4 631	14 961
Pour champs d'application	-13 871	10 032	-20 212	0	-3 818	8 488	16 021	-38 197	-6 532	4 631	9 076
Pour classification	-39 740	-117 305									
Pour évaluation	-149										5 885
Pour chronologie											
Importations FAB	-281 503	-318 516	-329 337	-369 499	-419 961	-536 722	-492 702	-567 824	-575 230	-655 926	-770 308
Importations selon les statistiques douanières (CAF)	-416 928	-419 055	-478 937	-507 239	-573 523	-725 030	-646 773	-739 073	-716 385	-813 851	-951 863
Ajustements	135 425	100 539	149 600	137 740	153 562	188 308	154 071	171 249	141 155	157 925	181 555
Pour champs d'application	-21 761	14 345	30 838	0	0	9 401	6 900	11 093	-16 392	-11 212	26 236
Pour classification	83 859	86 194	118 762	137 740	153 562	178 907	147 171	160 156	157 547	169 137	180 689
Pour évaluation	73 327										-25 370
Pour chronologie											
Biens importés ou exportés pour transformation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réparations de biens	6	0	6	-3 322	-675	-878	-3 872	-1 702	-1 070	-1 012	-1 162
Crédit	6		6			48		89			
Débit				-3 322	-675	-926	-3 872	-1 791	-1 070	-1 012	-1 162
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	-459	39	40	64	-686	-470	645	-2 681	2 046	4 098	2 415
Crédit	138	39	40	64	217	480	645	2 126	3 096	4 098	2 415
Débit	-597	0	0	0	-903	-950	0	-4 807	-1 050	0	0
Dans les ports maritimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dans les aéroports	-459	39	40	64	-822	-470	645	192	2 046	4 098	2 415
Crédit	138	39	40	64	81	480	645	2 126	3 096	4 098	2 415
Débit	-597				-903	-950		-1 934	-1 050	0	0
Dans d'autres ports	0	0	0	0	136	0	0	-2 873	0	0	0
Crédit					136						
Débit								-2 873			
Or non monétaire	39 745	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504	587 486
Crédit	39 745	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504	587 486
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Detenu à titre de réserve de valeur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Detenu à d'autres fins	39 745	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504	587 486
Crédit	39 745	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833	270 567	355 504	587 486
Débit											
Services	-149 129	-156 917	-159 235	-161 313	-167 905	-198 057	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492	-188 863
Crédit	47 001	47 378	49 219	67 722	70 516	110 820	118 082	130 337	127 395	144 678	163 843
Débit	-196 130	-204 295	-208 454	-229 035	-238 421	-308 877	-269 749	-280 273	-280 947	-310 170	-352 706
Transports	-114 987	-117 670	-120 502	-130 129	-146 320	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524
Crédit	14 751	14 635	14 997	19 878	23 569	17 439	14 639	24 790	16 184	18 511	20 433
Débit	-129 738	-132 305	-135 499	-150 007	-169 889	-194 022	-160 278	-181 510	-181 093	-190 441	-211 957
dont: Passager	-13 496	-14 225	-15 347	-11 459	-13 716	-18 971	-17 773	-22 353	-29 736	-29 097	-39 348
Crédit	1 381	1 430	1 535	3 921	4 713	1 954	405	4 620	1 226	637	209
Débit	-14 877	-15 655	-16 882	-15 380	-18 429	-20 925	-18 178	-26 973	-30 962	-29 734	-39 557
dont: Fret	-107 409	-108 895	-112 330	-127 085	-136 960	-158 163	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403	-154 257
Crédit	3 770	3 850	4 191	4 797	12 156	13 587	13 215	17 930	13 326	13 357	16 922
Débit	-111 179	-112 745	-116 521	-131 882	-149 116	-171 750	-140 772	-152 988	-146 555	-156 760	-171 179
dont: Autres services de transport	5 918	5 450	7 175	8 415	4 356	551	-309	691	-1 944	570	2 081
Crédit	9 600	9 355	9 271	11 160	6 700	1 898	1 019	2 240	1 632	4 517	3 302
Débit	-3 682	-3 905	-2 096	-2 745	-2 344	-1 347	-1 328	-1 549	-3 576	-3 947	-1 221
Transports maritimes	-40 131	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-81 748	-86 335	-93 833
Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	27	1 203	316
Débit	-40 131	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-81 775	-87 538	-94 149
Passagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fret	-40 131	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-80 606	-86 218	-94 149
Crédit											
Débit	-40 131	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082	-80 606	-86 218	-94 149
Autres services de transport maritime	0	0	0	0	0	0	0	0	-1 142	-117	316
Crédit									27	1 203	316
Débit									-1 169	-1 320	

Transports aériens	-11 143	-12 294	-12 772	-12 119	-14 312	-31 972	-28 472	-34 004	-40 247	-39 304	-50 630
Crédit	7 794	7 624	7 890	9 568	12 095	3 181	985	5 984	2 713	3 314	2 986
Débit	-18 937	-19 918	-20 662	-21 687	-26 407	-35 153	-29 457	-39 988	-42 960	-42 618	-53 616
Passagers	-13 534	-14 275	-15 412	-12 068	-13 900	-19 626	-18 005	-23 229	-29 854	-29 734	-39 557
Crédit	1 343	1 380	1 470	3 130	4 365	1 299	0	3 744	1 108	0	0
Débit	-14 877	-15 655	-16 882	-15 198	-18 265	-20 925	-18 005	-26 973	-30 962	-29 734	-39 557
Fret	-1 100	-1 174	-1 485	-3 598	-4 398	-12 864	-10 558	-11 466	-10 991	-11 757	-12 838
Crédit	1 351	1 400	1 600	1 720	2 075	17	0	0	0	0	0
Débit	-2 451	-2 574	-3 085	-5 318	-6 473	-12 881	-10 558	-11 466	-10 991	-11 757	-12 838
Autres services de transport aérien	3 491	3 155	4 125	3 547	3 986	518	91	691	598	2 187	1 765
Crédit	5 100	4 844	4 820	4 718	5 655	1 865	985	2 240	1 605	3 314	2 986
Débit	-1 609	-1 689	-695	-1 171	-1 669	-1 347	-894	-1 549	-1 007	-1 127	-1 221
Autres modes de transport	-63 713	-63 946	-65 819	-70 551	-77 379	-57 875	-39 818	-38 634	-42 914	-46 291	-47 061
Crédit	6 957	7 011	7 107	10 310	11 474	14 258	13 654	18 806	13 444	13 994	17 131
Débit	-70 670	-70 957	-72 926	-80 861	-88 853	-72 133	-53 472	-57 440	-56 358	-60 285	-64 192
Passagers	38	50	65	609	184	655	232	876	118	637	209
Crédit	38	50	65	791	348	655	405	876	118	637	209
Débit	0	0	0	-182	-164	0	-173	0	0	0	0
Fret	-66 178	-66 291	-68 934	-76 028	-77 933	-58 563	-39 650	-39 510	-41 632	-45 428	-47 270
Crédit	2 419	2 450	2 591	3 077	10 081	13 570	13 215	17 930	13 326	13 357	16 922
Débit	-68 597	-68 741	-71 525	-79 105	-88 014	-72 133	-52 865	-57 440	-54 958	-58 785	-64 192
Autres services de transport - autres modes	2 427	2 295	3 050	4 868	370	33	-400	0	-1 400	-1 500	0
Crédit	4 500	4 511	4 451	6 442	1 045	33	34	0	0	0	0
Débit	-2 073	-2 216	-1 401	-1 574	-675	0	-434	0	-1 400	-1 500	0
Voyages	-8 078	-8 490	-8 174	-6 047	55	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688	28 689
Crédit	12 322	13 692	14 455	18 534	28 724	64 648	72 478	74 331	74 170	78 258	91 520
Débit	-20 400	-22 182	-22 629	-24 581	-28 669	-26 154	-25 248	-27 652	-35 118	-40 570	-62 831
Voyages à titre professionnel	-10 834	-10 661	-10 134	-10 896	-5 300	13 051	14 677	15 042	8 921	7 098	9 497
Crédit	3 724	4 625	5 209	6 345	14 052	25 818	29 083	31 155	32 131	35 342	47 883
Débit	-14 558	-15 286	-15 343	-17 241	-19 352	-12 767	-14 406	-16 113	-23 210	-28 244	-38 386
Dépenses des travailleurs saisonniers et frontaliers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres voyages à titre professionnel	-10 834	-10 661	-10 134	-10 896	-5 300	13 051	14 677	15 042	8 921	7 098	9 497
Crédit	3 724	4 625	5 209	6 345	14 052	25 818	29 083	31 155	32 131	35 342	47 883
Débit	-14 558	-15 286	-15 343	-17 241	-19 352	-12 767	-14 406	-16 113	-23 210	-28 244	-38 386
Voyages à titre personnel	2 756	2 171	1 960	4 849	5 355	25 443	32 553	31 637	30 131	30 590	19 192
Crédit	8 598	9 067	9 246	12 189	14 672	38 830	43 395	43 176	42 039	42 916	43 637
Débit	-5 842	-6 896	-7 286	-7 340	-9 317	-13 387	-10 842	-11 539	-11 908	-12 326	-24 445
Pour raisons de santé	0	-950	-962	-937	-375	-687	-469	-398	-1 420	-1 655	-3 542
Crédit	0	0	1	3	5	0	120	218	485	369	592
Débit	0	-950	-963	-940	-380	-687	-589	-616	-1 905	-2 024	-4 134
A but éducatif	-1 333	-1 350	-1 389	-1 882	-2 234	-1 495	-1 181	-1 366	-1 462	-2 621	-4 243
Crédit	1 600	1 600	1 631	1 968	1 017	16	96	15	919	24	1 037
Débit	-2 933	-2 950	-3 020	-3 850	-3 251	-1 511	-1 277	-1 381	-2 381	-2 645	-5 280
Autres voyages à titre personnel	4 089	4 471	4 311	7 668	7 964	27 625	34 203	33 401	33 013	34 866	26 977
Crédit	6 998	7 467	7 614	10 218	13 650	38 814	43 179	42 943	40 635	42 523	42 008
Débit	-2 909	-2 996	-3 303	-2 550	-5 686	-11 189	-8 976	-9 542	-7 622	-7 657	-15 031
Services de communication	-318	-2 630	-2 381	575	3 335	785	2 220	1 445	13 139	11 233	19 167
Crédit	81	59	325	2 338	6 221	4 989	7 190	7 083	19 965	23 333	31 776
Débit	-399	-2 689	-2 706	-1 763	-2 886	-4 204	-4 970	-5 638	-8 826	-12 100	-12 609
Services de construction	546	1 163	1 143	-856	297	-1 749	-22 091	-9 342	-7 041	-8 896	-6 804
Crédit	596	1 649	1 649	0	1 072	5 817	55	3 417	1 195	1 046	1 797
Débit	-50	-486	-506	-856	-775	-7 566	-22 146	-12 759	-8 236	-9 942	-8 601
Services d'assurance	-2 502	-3 154	-3 218	-3 027	-3 974	-7 330	-9 812	-10 399	-16 123	-17 008	-13 178
Crédit	402	463	914	365	1 093	1 854	1 192	709	895	1 709	2 263
Débit	-2 904	-3 617	-4 132	-3 392	-5 067	-9 184	-11 004	-11 108	-17 018	-18 717	-15 441
Assurance-vie et pensions/caisses de retraite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Assurance marchandise	-1 950	-2 109	-2 126	-2 486	-2 768	-6 006	-6 186	-7 278	-10 992	-12 375	-9 459
Crédit	26	30	115	50	100	1 150	30	0	0	0	51
Débit	-1 976	-2 139	-2 241	-2 536	-2 868	-7 156	-6 216	-7 278	-10 992	-12 375	-9 510
Autres assurances directes (incendie, accident, etc.)	-83	-156	-405	-95	-309	-779	-2 413	-1 925	-2 460	-2 417	-1 678
Crédit	0	0	0	0	0	275	100	30	20	80	163
Débit	-83	-156	-405	-95	-309	-1 054	-2 513	-1 955	-2 480	-2 497	-1 841
Réassurance	-692	-877	-1 307	-596	-1 458	-822	-1 672	-1 789	-3 178	-2 711	-2 453
Crédit	111	89	106	116	307	114	577	59	319	1 019	1 590
Débit	-803	-966	-1 413	-712	-1 765	-936	-2 249	-1 848	-3 497	-3 730	-4 043
Services auxiliaires	223	-12	620	150	561	277	459	593	497	495	412
Crédit	265	344	693	199	686	315	485	620	556	610	459
Débit	-42	-356	-73	-49	-125	-38	-26	-27	-49	-115	-47

Services financiers (autres qu' assurances)	1 853	1 961	-252	-173	-3 826	-290	-2 539	-3 573	658	-9	-755
Crédit	2 282	2 414	139	432	550	1 115	1 704	1 150	1 886	2 229	1 423
Débit	-429	-453	-391	-605	-4 376	-1 405	-4 243	-4 723	-1 228	-2 238	-2 178
Services informatique et d'information	0	-182	-203	-768	-870	-558	-447	-1 215	-3 263	-4 383	-3 194
Crédit	0	0	3	0	0	0	82	0	3	0	0
Débit	0	-182	-206	-768	-870	-558	-529	-1 215	-3 266	-4 383	-3 194
Redevances et droits de licence	-1 017	-1 087	-754	-885	-940	-780	-411	-514	-227	-488	-492
Crédit	0	0	0	0	0	57	33	0	94	87	82
Débit	-1 017	-1 087	-754	-885	-940	-837	-444	-514	-321	-575	-574
Autres services aux entreprises	-21 330	-21 553	-19 877	-16 786	-12 739	-52 399	-28 690	-23 396	-13 765	-12 483	-22 893
Crédit	6 441	7 385	9 226	16 312	4 382	6 895	6 944	9 146	5 358	8 374	2 950
Débit	-27 771	-28 938	-29 103	-33 098	-17 121	-59 294	-35 634	-32 542	-19 123	-20 857	-25 843
Négoce internat. et autres services liés au commerce	5 539	4 610	6 485	12 385	56	0	-40	0	0	-41	-5 066
Crédit	5 539	4 610	6 600	12 535	843	0	0	0	0	0	-5 000
Débit	0	0	-115	-150	-787	0	-40	0	0	-41	-66
Négoce international	5 539	4 604	6 585	12 385	-747	0	0	0	0	0	-66
Crédit	5 539	4 604	6 600	12 535	0	0	0	0	0	0	0
Débit	0	0	-15	-150	-747	0	0	0	0	0	-66
Autres services liés au commerce	0	6	-100	0	803	0	-40	0	0	-41	-5 000
Crédit	0	6	0	0	843	0	0	0	0	0	-5 000
Débit	0	0	-100	0	-40	0	-40	0	0	-41	0
Location-exploitation	-14	0	0	-102	-52	-157	-1 145	-1 204	-170	63	-149
Crédit	8	0	0	25	27	17	11	58	52	191	14
Débit	-22	0	0	-127	-79	-174	-1 156	-1 262	-222	-128	-163
Div. serv. aux entreprises, spécialisés et techniques	-26 855	-26 163	-26 362	-29 069	-12 743	-52 242	-27 505	-22 192	-13 595	-12 505	-17 678
Crédit	894	2 775	2 626	3 752	3 512	6 878	6 933	9 088	5 306	8 183	7 936
Débit	-27 749	-28 938	-28 988	-32 821	-16 255	-59 120	-34 438	-31 280	-18 901	-20 688	-25 614
Serv. Juridiqu., compt., conseil en gest*, relat* pub.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services juridiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services comptables, audit et consultation fiscale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil en gestion et relations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Publicité, études de marché, sondages opinion pub.	2	0	-79	-39	-133	-93	28	-52	-92	408	19
Crédit	20	0	1	17	0	2	39	5	95	589	163
Débit	-18	0	-80	-56	-133	-95	-11	-57	-187	-181	-144
Recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	43	366	0	56
Crédit	0	0	0	0	0	0	0	43	366	0	56
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Architecture, ingénierie et autres services tech.	-10 640	-5 000	0	65	0	5	0	0	-117	0	1
Crédit	0	0	0	0	0	5	0	0	71	0	1
Débit	-10 640	-5 000	0	65	0	0	0	0	-188	0	0
Services agricoles, miniers et traitement sur place	-3 266	-19 503	0	0	0	0	0	0	-8 750	-10 299	-10 299
Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Débit	-3 266	-19 503	0	0	0	0	0	0	-8 750	-10 299	-10 299
Traitement des ordures et dépollution	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres services agricoles ou miniers	-3 266	-19 503	0	0	0	0	0	0	-8 750	-10 299	-10 299
Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Débit	-3 266	-19 503	0	0	0	0	0	0	-8 750	-10 299	-10 299
Autres services divers aux entreprises	-12 951	-1 660	-26 283	-29 095	-12 610	-52 154	-27 533	-22 183	-5 002	-2 614	-7 455
Crédit	874	2 775	2 625	3 735	3 512	6 871	6 894	9 040	4 774	7 594	7 716
Débit	-13 825	-4 435	-28 908	-32 830	-16 122	-59 025	-34 427	-31 223	-9 776	-10 208	-15 171
Services entre entreprises apparentées n.i.a.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services personnels, culturels et récréatifs	0	-1	0	0	35	-97	-93	-42	-6 790	-7 435	-7 859
Crédit	0	0	0	0	35	45	0	101	16	160	146
Débit	0	-1	0	0	0	-142	-93	-143	-6 806	-7 595	-8 005
Services audio-visuels et connexes	0	0	0	0	0	24	-93	-136	-480	-591	-293
Crédit	0	0	0	0	24	0	7	1	4	0	0
Débit	0	0	0	0	0	0	-93	-143	-481	-595	-293
Autres services personnels, culturels et récréatifs	0	-1	0	0	35	-121	0	94	-6 310	-6 844	-7 566
Crédit	0	0	0	0	35	21	0	94	15	156	146
Débit	0	-1	0	0	0	-142	0	0	-6 325	-7 000	-7 712
Services d'éducation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services de santé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	-1	0	0	35	-121	0	94	-6 310	-6 844	-7 566
Crédit	0	0	0	0	35	21	0	94	15	156	146
Débit	0	-1	0	0	0	-142	0	0	-6 325	-7 000	-7 712

Serv. fournis ou reçus par les administrat* pub., p.c.c	-3 296	-5 274	-5 017	-3 217	-2 958	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219	9 980
Crédit	10 126	7 081	7 511	9 863	4 870	7 961	13 765	9 610	7 629	10 971	11 453
Débit	-13 422	-12 355	-12 528	-13 080	-7 828	-5 511	-5 160	-2 469	-1 912	-2 752	-1 473
Ambassades et consulats	3 788	-5 289	-5 513	-3 105	-2 895	2 538	7 755	7 666	5 261	6 955	7 285
Crédit	9 613	7 066	7 015	9 295	4 837	7 905	12 915	9 201	7 173	9 707	8 758
Débit	-5 825	-12 355	-12 528	-12 400	-7 732	-5 367	-5 160	-1 535	-1 912	-2 752	-1 473
Unités et délégations militaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres services fournis/reçus par les adm. pub.	-7 084	15	496	-112	-63	-88	850	-525	456	1 264	2 695
Crédit	513	15	496	568	33	56	850	409	456	1 264	2 695
Débit	-7 597			-680	-96	-144		-934			0
Revenus	-22 013	-30 167	-29 968	-43 135	-69 901	-121 710	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643
Crédit	13 609	11 097	17 286	19 295	14 633	16 225	25 171	12 393	12 667	35 715	36 060
Débit	-35 622	-41 264	-47 254	-62 430	-84 534	-137 935	-192 581	-105 341	-115 598	-144 874	-170 703
Rémunération des salaires	676	851	692	1 867	1 147	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847	4 802
(y compris frontaliers, saisonniers et autres salaires)											
Crédit	1 262	1 339	1 469	2 630	2 840	4 466	7 778	8 679	9 185	12 618	9 994
Débit	-586	-488	-777	-763	-1 693	-2 218	-4 306	-5 618	-6 499	-9 771	-5 192
Revenus des investissements	-22 689	-31 018	-30 660	-45 002	-71 048	-123 958	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445
Crédit	12 347	9 758	15 817	16 665	11 793	11 759	17 393	3 714	3 482	23 097	26 066
Débit	-35 036	-40 776	-46 477	-61 667	-82 841	-135 717	-188 275	-99 723	-109 099	-135 103	-165 511
Revenus des investissements directs	-8 571	-11 048	-21 088	-30 583	-53 549	-102 442	-158 360	-69 380	-80 232	-81 432	-112 386
Crédit	59	0	14	3 922	455	577	51	376	66	18 961	18 745
Débit	-8 630	-11 048	-21 102	-34 505	-54 004	-103 019	-158 411	-69 756	-80 298	-100 393	-131 131
Revenus des actions et autres titres de participation	-8 460	-10 772	-21 097	-30 501	-53 194	-101 731	-157 823	-68 818	-81 365	-78 476	-107 771
Crédit	59	0	0	3 908	441	563	8	376	66	18 961	18 710
Débit	-8 519	-10 772	-21 097	-34 409	-53 635	-102 294	-157 831	-69 194	-81 431	-97 437	-126 481
Dividendes et bénéfices distribués des filiales	-636	-513	-505	3 409	-35 770	-17 542	-107 486	-74 413	-31 737	-57 944	-95 543
Crédit	14			3 908	441	1	8	376	66	151	5
Débit	-650	-513	-505	-499	-36 211	-17 543	-107 494	-74 789	-31 803	-58 095	-95 548
Bénéfices réinvestis et non distribués des filiales	-7 824	-10 259	-20 592	-33 910	-17 424	-84 189	-50 337	5 595	-49 628	-20 532	-12 228
Crédit	45					562				18 810	18 705
Débit	-7 869	-10 259	-20 592	-33 910	-17 424	-84 751	-50 337	5 595	-49 628	-39 342	-30 933
Revenus des titres de créances (intérêts)	-111	-276	9	-82	-355	-711	-537	-562	1 133	-2 956	-4 615
Crédit			14	14	14	14	43	0	0	0	35
Débit	-111	-276	-5	-96	-369	-725	-580	-562	1 133	-2 956	-4 650
Revenus des investissements de portefeuille	-1 963	-1 318	-2 021	-1 471	-822	-13 536	-6 233	-10 008	-9 495	-6 588	-5 146
Crédit	1 062	1 541	2 899	1 468	1 587	4 071	5 099	1 358	1 708	2 202	3 712
Débit	-3 025	-2 859	-4 920	-2 939	-2 409	-17 607	-11 332	-11 366	-11 203	-8 790	-8 858
Rev. des act* et autr. titres de particip. (dividendes)	-627	-747	-1 391	-65	-39	-872	-2 191	-4 341	-2 958	-2 603	-1 457
Crédit	14	383	465	0	0	4	26	29	72	90	126
Débit	-641	-1 130	-1 856	-65	-39	-876	-2 217	-4 370	-3 030	-2 693	-1 583
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	-85	152	405	-31	0	-431	-442	-925	-326	-1 605	-620
Crédit	325	405							8	10	121
Débit	-85	-173		-31		-431	-442	-925	-334	-1 615	-741
Autres secteurs	-542	-899	-1 796	-34	-39	-441	-1 749	-3 416	-2 632	-998	-837
Crédit	14	58	60			4	26	29	64	80	5
Débit	-556	-957	-1 856	-34	-39	-445	-1 775	-3 445	-2 696	-1 078	-842
Revenus des titres de créance (intérêts)	-1 336	-571	-630	-1 406	-783	-12 664	-4 042	-5 667	-6 537	-3 985	-3 689
Crédit	1 048	1 158	2 434	1 468	1 587	4 067	5 073	1 329	1 636	2 112	3 586
Débit	-2 384	-1 729	-3 064	-2 874	-2 370	-16 731	-9 115	-6 996	-8 173	-6 097	-7 275
Obligations et autres titres d'emprunt	-1 545	-802	-878	-1 810	-1 688	-15 045	-5 252	-5 697	-6 548	-4 356	-4 692
Crédit	799	918	2 122	1 011	656	1 417	3 606	1 299	1 625	1 741	2 583
Débit	-2 344	-1 720	-3 000	-2 821	-2 344	-16 462	-8 858	-6 996	-8 173	-6 097	-7 275
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	688	688	1 678	281	-112	553	1 044	166	102	1 079	1 244
Crédit	767	918	1 872	724	656	757	1 077	1 180	1 492	1 685	2 281
Débit	-79	-230	-194	-443	-768	-204	-33	-1 014	-1 390	-606	-1 037
Autres secteurs	-2 233	-1 490	-2 556	-2 091	-1 576	-15 598	-6 296	-5 863	-6 650	-5 435	-5 936
Crédit	32		250	287		660	2 529	119	133	56	302
Débit	-2 265	-1 490	-2 806	-2 378	-1 576	-16 258	-8 825	-5 982	-6 783	-5 491	-6 238

Instruments du marché monétaire	209	231	248	404	905	2 381	1 210	30	11	371	1 003
Crédit	249	240	312	457	931	2 650	1 467	30	11	371	1 003
Débit	-40	-9	-64	-53	-26	-269	-257	0	0	0	0
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	209	231	248	404	905	2 381	1 210	30	11	371	1 003
Crédit	249	240	312	457	931	2 650	1 467	30	11	371	1 003
Débit	-40	-9	-64	-53	-26	-269	-257	0	0	0	0
Autres secteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres investissements	-12 155	-18 652	-7 551	-12 948	-16 677	-7 980	-6 289	-16 621	-15 890	-23 986	-21 913
Crédit	11 226	8 217	12 904	11 275	9 751	7 111	12 243	1 980	1 708	1 934	3 609
Débit	-23 381	-26 869	-20 455	-24 223	-26 428	-15 091	-18 532	-18 601	-17 598	-25 920	-25 522
Autorités monétaires	6 161	3 177	3 352	2 294	2 458	1 629	865	864	606	355	-194
Crédit	6 961	3 177	3 352	2 294	2 758	2 329	865	864	606	355	349
Débit	-800				-300	-700					
Administrations publiques	-13 900	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983	-14 541
Crédit											
Débit	-13 900	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983	-14 541
Banques	3 148	2 686	1 942	423	915	2 178	9 504	52	-213	146	650
Crédit	4 040	3 525	1 950	825	1 118	2 367	10 062	456	701	1 012	2 032
Débit	-892	-839	-8	-402	-203	-189	-558	-404	-914	-866	-1 382
Autres secteurs	-7 564	-11 315	-1 645	-1 665	-4 450	2 313	142	-1 637	-219	-7 504	-7 828
Crédit	225	1 515	7 602	8 156	5 875	2 415	1 316	660	401	567	1 228
Débit	-7 789	-12 830	-9 247	-9 821	-10 325	-102	-1 174	-2 297	-620	-8 071	-9 056
Transferts courants	98 416	73 764	67 588	69 941	90 001	99 503	101 987	120 554	101 946	120 033	169 999
Crédit	111 654	88 665	89 465	89 741	111 901	117 834	126 887	154 312	132 762	150 882	199 173
Débit	-13 238	-14 901	-21 877	-19 800	-21 900	-18 331	-24 900	-33 758	-30 816	-30 849	-29 174
Administrations publiques	52 308	31 140	27 588	24 101	45 658	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087	86 120
Crédit	54 108	32 947	29 400	25 901	49 954	50 437	32 909	69 703	53 685	63 221	88 440
Débit	-1 800	-1 807	-1 812	-1 800	-4 296	-2 043	-2 069	-2 319	-2 310	-2 134	-2 320
Autres secteurs (secteur privé)	46 108	42 624	40 000	45 840	44 343	51 109	71 147	53 170	50 571	58 946	83 879
Crédit	57 546	55 718	60 065	63 840	61 947	67 397	93 978	84 609	79 077	87 661	110 733
Débit	-11 438	-13 094	-20 065	-18 000	-17 604	-16 288	-22 831	-31 439	-28 506	-28 715	-26 854
Envois de fonds des travailleurs	44 361	40 174	30 080	32 916	32 204	45 311	71 336	52 844	45 684	54 038	76 080
Crédit	55 377	52 198	48 360	50 510	49 251	60 164	88 165	80 709	72 944	80 837	100 779
Débit	-11 016	-12 024	-18 280	-17 594	-17 047	-14 853	-16 829	-27 865	-27 260	-26 799	-24 699
Autres transferts	1 747	2 450	9 920	12 924	12 139	5 798	-189	326	4 887	4 908	7 799
Crédit	2 169	3 520	11 705	13 330	12 696	7 233	5 813	3 900	6 133	6 824	9 954
Débit	-422	-1 070	-1 785	-406	-557	-1 435	-6 002	-3 574	-1 246	-1 916	-2 155
Compte de capital et d'opérations financières	126 406	112 397	128 719	149 444	185 353	220 489	107 401	130 523	229 285	243 583	140 101
Compte de Capital	70 610	65 013	73 142	69 734	74 907	101 858	100 105	96 212	108 647	108 590	1 180 961
Crédit	70 625	65 683	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906	1 181 271
Débit	-15	-670	0	-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316	-210
Transferts de capital	70 625	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906	1 181 271
Crédit	70 625	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906	1 181 271
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	69 800	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552	1 175 349
Crédit	69 800	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552	1 175 349
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remises de dettes	0	0	0	0	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052	1 107 451
Crédit	0	0	0	0	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052	1 107 451
Débit											
Autres transferts publics de capital	69 800	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500	67 898
Crédit	69 800	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500	67 898
Débit											
Autres secteurs (privés)	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922
Crédit	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remises de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres transferts privés de capital	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922
Crédit	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922
Débit											
Acquisit* et cessions d'actifs non financ. non produits	-15	-594	0	-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316	-310
Crédit		76									
Débit	-15	-670		-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316	-310

Compte des opérations financières	55 796	47 384	55 577	79 710	110 446	118 631	7 296	34 311	120 638	134 993	-1 040 860
Investissements directs	22 164	40 723	5 241	831	55 838	76 577	168 832	76 043	52 945	118 544	42 953
A l'étranger (par des résidents)	-795	3 960	9	-510	-2 857	-12 657	-1 097	-827	-413	495	-652
Capital social	0	0	0	-10	-395	541	-237	-253	-890	-772	-3 196
Créances sur les entreprises affiliées				-10	-395						527
Engagements envers les entreprises affiliées						541	-237	-253	-890	-772	-3 723
Bénéfices réinvestis	0	0	0	0	0	-562	0	0	0	0	-5
Créances						-562					
Engagements											-5
Autres transactions	-795	3 960	9	-500	-2 462	-12 636	-860	-574	477	1 267	2 549
Créances sur les entreprises affiliées		-175	-450	-3 506	-495	-12 467	-1 094	-1 530	-780	446	555
Engagements envers les entreprises affiliées	-795	4 135	459	3 006	-1 967	-169	234	956	1 257	821	1 994
Dans l'économie déclarante (par des non-résidents)	22 959	36 763	5 232	1 341	58 695	89 234	169 929	76 870	53 358	118 049	43 605
Capital social	8 200	-2 599	81	-14 684	13 894	-59 321	178 639	32 812	-1 112	24 259	25 797
Créances sur les investisseurs directs	8 200	-2 599	81	-14 684	13 894	-59 321	178 639	37 669	12 768	45 260	45 178
Engagements envers les investisseurs directs	0	0	0	0	0	0	0	-4 857	-13 880	-21 001	-19 381
Bénéfices réinvestis	7 869	10 259	20 592	33 910	17 424	84 751	50 337	-5 595	49628	20481	18473
Créances				-871	-12 317	-2 968	-13 692	-5 600	-8 862	-18 810	30 933
Engagements	7 869	10 259	20 592	34 781	29 741	87 719	64 029	5	58 490	39 291	-12 460
Autres transactions	6 890	29 103	-15 441	-17 885	27 377	63 804	-59 047	49 653	4 842	73 309	-665
Créances sur les investisseurs directs		95	-28	-48	-14	-4 143	-131	-2 149	-3 863	-543	290
Engagements envers les investisseurs directs	6 890	29 008	-15 413	-17 837	27 391	67 947	-58 916	51 802	8 705	73 852	-955
Investissements de portefeuille	254	-4 563	2 662	517	11 739	8 542	37 349	301	-1 391	-7 949	-5 786
Avoirs	-572	-2 465	-2 632	-13 004	11 031	-563	-357	-15 724	-1 706	-9 504	-3 613
Actions et autres titres de participation	-72	-61	2 317	-5	-61	-50	-430	89	-2 689	0	-177
Autorités monétaires											0
Administrations publiques											0
Banques			2 253	-5							-177
Autres secteurs	-72	-61	64	0	-61	-50	-430	89	-2 689	0	0
Titres de créance	-500	-2 404	-4 949	-12 999	11 092	-513	73	-15 813	983	-9 504	-3 436
Obligations et autres titres d'emprunts	-500	-2 397	-3 428	-7 349	5 092	-913	1 473	-15 787	984	-9 351	-3 436
Autorités monétaires				0							0
Administrations publiques			-1 175	-301							-1 000
Banques		-575	-800	-2 510	1 593	297	1 508	-7 237	-3 818	-8 560	-3 000
Autres secteurs	-500	-1 822	-1 453	-4 538	3 499	-1 210	-35	-8 550	4 802	-791	564
Instruments du marché monétaire	0	-7	-1 521	-5 650	6 000	400	-1 400	-26	-1	-153	0
Autorités monétaires			5								0
Administrations publiques											0
Banques			-1 453	-5 650	6 000	400	-1 400	100	0	0	0
Autres secteurs		-7	-73					-126	-1	-153	0
Engagements	826	-2 098	5 294	13 521	708	9 105	37 706	16 025	315	1 555	-2 173
Actions et autres titres de participation	1	91	-50	14 106	258	9 925	-1 437	525	-387	4 693	1 450
Banques		-105	-226	211	0	250	582	-229	250	2 501	1 646
Autres secteurs	1	196	176	13 895	258	9 675	-2 019	754	-637	2 192	-196
Titres de créance - engagement	825	-2 189	5 344	-585	450	-820	39 143	15 500	702	-3 138	-3 623
Obligations et autres titres d'emprunts	825	-2 189	0	0	400	-820	39 143	15 500	702	-1 338	-3 623
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	-2 189	0	0	0	0	0	0	620	-2 391	-2 570
Autres secteurs	825	0	0	0	400	-820	39 143	15 500	82	1 053	-1 053
Instruments du marché monétaire	0	0	5 344	-585	50	0	0	0	0	-1 800	0
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	5 344	-585	0	0	0	0	0	-1 800	0
Autres secteurs	0	0	0	0	50	0	0	0	0	0	0

Autres investissements	100 864	33 111	27 770	77 578	84 151	23 291	-88 101	83 891	-15 188	91 418	-1 074 256
Avoirs	11 410	-49 826	-19 968	-27 942	-61 938	-64 293	-173 102	2 124	-69 131	-57 574	-109 442
Crédits commerciaux	2 163	-24 978	-20 225	1 220	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230	1 725
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	2 163	-24 978	-20 225	1 220	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230	1 725
Long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Court terme	2 163	-24 978	-20 225	1 220	-15 275	-3 642	-59 385	-2 784	-29 211	-2 230	1 725
Prêts	3 901	-24 175	11 370	3 946	-11 822	-39 865	30 359	-13 307	-2 573	3 153	-9 964
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	2 819	319	11 370	3 978	-11 817	-39 865	30 359	-13 294	-2 559	3 217	-9 964
Long terme	-19 331	7 776	11 012	-928	-1 930	613	-5 220	-5 707	-2 878	2 914	-8 857
Court terme	22 150	-7 457	358	4 906	-9 887	-40 478	35 579	-7 587	319	303	-1 107
Autres secteurs	1 082	-24 494	0	-32	-5	0	0	-13	-14	-64	0
Long terme	1 082	-24 494									
Court terme				-32	-5			-13	-14	-64	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	-364	-2 040	5 912	-35 917	-37 974	-21 764	-103 368	19 790	-38 532	-44 292	-77 562
Autorités monétaires											
Administrations publiques					-1 005						
Banques	2 818	-1 362	5 916	-14 981	-20 050	-7 883	-3 902	20 056	-11 405	-1 095	-29 787
Autres secteurs	-3 182	-678	-4	-20 936	-16 919	-13 881	-99 466	-266	-27 127	-43 197	-47 775
Autres avoirs	5 710	1 367	-17 025	2 809	3 133	978	-40 708	-1 575	1 185	-14 205	-23 641
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	-276	0	-1 919
Banques	10 911	2 122	-16 486	13 402	1 633	688	-5 301	2 295	1 876	-1 658	-5 157
Long terme	0	0	0	0	0	0	0	-94	0	0	0
Court terme	10 911	2 122	-16 486	13 402	1 633	688	-5 301	2 389	1 876	-1 658	-5 157
Autres secteurs	-5 201	-755	-539	-10 593	1 500	290	-35 407	-3 870	-415	-12 547	-16 565
Long terme											
Court terme	-5 201	-755	-539	-10 593	1 500	290	-35 407	-3 870	-415	-12 547	-16 565
Engagements	89 454	82 937	47 738	105 520	146 089	87 584	85 001	81 767	53 943	148 992	-964 814
Crédits commerciaux	19 783	-6 260	3 996	-2 251	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147	1 163
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	19 783	-6 260	3 996	-2 251	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147	1 163
Long terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Court terme	19 783	-6 260	3 996	-2 251	54 276	51 951	-18 267	6 141	-954	8 147	1 163
Prêts	94 973	77 071	38 380	84 246	78 195	24 155	79 608	64 999	52 422	112 288	-960 981
Autorités monétaires	11 670	23 045	1 790	6 924	-5 187	1 223	-13 344	-7 539	-16 595	-13 425	-56 464
Utilisation des crédits et prêts du FMI	11 670	23 045	1 790	6 924	-5 187	1 223	-13 344	-7 539	-16 595	-13 425	-56 464
Tirages			1 790	10 516	10 453	2 318	1 499	12 221	1 717	184	258
Remboursements		0		-3 592	-15 640	-1 095	-14 843	-19 760	-18 312	-13 609	-56 722
Administrations publiques	82 200	49 000	58 000	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400	-912 697
Long terme	82 200	49 000	58 000	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400	-912 697
Tirages	143 100	88 000	83 900	91 700	95 000	119 400	102 600	97 500	82 800	122 900	140 600
Remboursements	-60 900	-39 000	-25 900	-31 400	-32 100	-37 700	-41 600	-36 800	-36 974	-39 500	-1 053 297
Court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	162	440	7 645	10 511	-4 433	-2 065	6 912	1 832	9 479	5 220	6 922
Long terme	0	440	7 629	-508	2 333	-4 239	6 182	950	5 063	6 551	5 854
Tirages	0	440	7 629	-508	2 333	0	0	0	0	0	5 854
Autres		440	7 629	-508	2 333						5 854
Remboursements	0	0	0	0	0	-4 239	6 182	950	5 063	6 551	0
FE - Remboursements anticipés				0	0	0	0	0	0	0	0
Autres				0	0	-4 239	6 182	950	5 063	6 551	0
Court terme	162	0	16	11 019	-6 766	2 174	730	882	4 416	-1 331	1 068
Autres secteurs	941	4 586	-29 055	6 511	24 915	-56 703	25 040	10 006	13 712	37 093	1 258
Long terme	941	4 586	6 854	-6 589	-52 600	-56 703	25 040	10 006	13 712	37 093	1 258
Tirages	941	4 799	6 919	10 725	0	11 796	27 182	14 609	19 952	39 560	18 171
FE - Tirages sur nouveaux emprunts par les autorités ou par d'autres secteurs pour le compte des autorités										39 560	18 171
FE - Rééchelonnement de dettes existantes										0	0
Autres	941	4 799	6 919	10 725		11 796	27 182	14 609	19 952	0	0
Remboursements	0	-213	-65	-17 314	-52 600	-68 499	-2 142	-4 603	-6 240	-2 467	-16 913
FE - Remboursements anticipés											
Autres		-213	-65	-17 314	-52 600	-68 499	-2 142	-4 603	-6 240	-2 467	-16 913
Court terme	0	0	-35 909	13 100	77 515	0	0	0	0	0	0
Autres			-35 909	13 100	77 515						

Monnaie fiduciaire et dépôts	-19 740	2 981	3 114	19 607	2 772	8 875	7 797	7 571	-5 328	40 430	16 957
Autorités monétaires	1 160	-661	-432	523	-306	685	1 183	732	-1 932	2 207	-628
Administrations publiques											
Banques	-20 900	3 642	3 546	19 084	3 078	8 190	6 614	6 839	-3 396	38 223	17 585
Autres secteurs											
Autres engagements	-5 562	9 145	2 248	3 918	10 846	2 603	15 863	3 056	7 803	-11 873	-21 953
Autorités monétaires	-5 913	6 593	-847	510	-129	-160	656	-567	2 100	-2 257	1 372
Long terme	-5 913	6 593	-847	510	-129	-160	656	-567	0	0	0
Court terme	0	0	0	0	0	0	0	0	2 100	-2 257	1 372
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	0	0	0	0	4 517	-2 241	4 991	-260	-1 003
Long terme											
Court terme	0	0	0	0	0	0	4 517	-2 241	4 991	-260	-1 003
Autres secteurs	351	2 552	3 095	3 408	10 975	2 763	10 690	5 864	712	712	712
Long terme											
Court terme	351	2 552	3 095	3 408	10 975	2 763	10 690	5 864	712	-9 356	-22 322
Avoirs de réserve	-67 530	-21 954	19 904	805	-41 266	10 241	-110 783	-125 929	84 480	-66 978	-3 757
Or monétaire										0	0
Droits de tirages spéciaux	73	128	-10	-300	282	-208	255	-539	175	166	120
Position de réserve au FMI	-18	-3	-17	-204	1	-51	0	-39	-76	-2 398	3 889
Devises étrangères	-67 585	-22 079	19 931	1 309	-41 388	10 500	-111 038	-125 351	84 381	-64 746	-7 766
Monnaie fiduciaire et dépôts	-67 585	-22 079	19 931	1 309	-41 388	10 500	-111 038	-125 351	84 381	-64 746	-7 766
Autres créances					-161					0	0
Erreurs et omissions nettes	7 006	-8 265	-5 898	6 311	-4 139	6 783	-3 681	26 967	-13 233	-12 700	-25 795

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de base de détermination de la circulation fiduciaire.

Source : BCEAO.

Tableau A14 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI - AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS EN FIN DE PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006
Position extérieure, nette	-1 070 151	-1 616 242	-1 566 838	-1 684 285	-1 736 041	-1 749 619	-1 599 087	-1 615 001	-1 712 271	-1 717 596	-646 819
Avoirs	352 610	358 009	353 582	439 498	420 978	499 520	765 963	705 844	679 351	751 634	791 364
Investissements directs à l'étranger	968	-4 106	-29	440	448	11 811	1 294	3 432	4 902	4 374	1 870
Capital social et bénéfices réinvestis	934	0	0	10	395	21	237	2 703	3 593	3 677	3 723
Créances sur les entreprises affiliées	934			10	395	21	237	2 703	3 593	3 677	3 723
Engagements envers les entreprises affiliées (-) *				0	0	0	0	0	0	0	0
Autres capitaux	34	-4 106	-29	430	53	11 790	1 057	729	1 309	697	-1 853
Créances sur les entreprises apparentées	34			430	53	11 790	1 057	729	1 309	697	0
Engagements envers les entreprises apparentées (-)				0	0	0	0	0	0	0	-1 853
Investissements de portefeuille	31 496	2 700	4 159	32 191	20 016	26 029	25 728	51 059	46 609	36 554	60 096
Actions et autres titres de participation	497	303	154	153	1 230	283	915	589	3 076	3 761	1 666
Banques	255		146	145	1 169	233	435	203	1	3 679	1 589
Autres secteurs	242	303	8	8	61	50	480	386	3 075	82	77
Titres de créance	30 999	2 397	4 005	32 038	18 786	25 746	24 813	50 470	43 533	32 793	58 430
Obligations et autres titres d'emprunt	25 460	575	2 552	24 388	17 636	24 646	21 263	49 824	43 382	32 620	52 017
Banques	24 960		2 177	9 549	6 862	12 662	9 809	29 820	28 204	31 279	49 890
Autres secteurs	500	575	375	14 839	10 774	11 984	11 454	20 004	15 178	1 341	2 127
Instruments du marché monétaire	5 539	1 822	1 453	7 650	1 150	1 100	3 550	646	151	173	6 413
Banques	3 500			7 650	1 150	1 100	3 550	500	150	0	6 240
Autres secteurs	2 039	1 822	1 453	0	0	0	0	146	1	173	173
Autres investissements	94 188	111 079	120 814	179 066	130 409	202 113	368 699	156 224	217 155	233 069	248 411
Crédits commerciaux	11 544	35 677	47 382	29 052	30 224	25 626	85 733	17 271	41 932	29 126	28 867
Administrations publiques											
Autres secteurs	11 544	35 677	47 382	29 052	30 224	25 626	85 733	17 271	41 932	29 126	28 867
Prêts	21 989	21 419	9 748	5 602	17 609	52 467	22 108	30 629	33 189	30 022	39 923
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	21 494	21 118	9 748	5 770	17 587	52 467	22 108	30 616	33 175	29 958	39 922
Long terme	19 331	11 555	543	1 471	3 401	528	5 748	6 669	9 547	6 633	15 490
Court terme	2 163	9 563	9 205	4 299	14 186	51 939	16 360	23 947	23 628	23 325	24 432
Autres secteurs	495	301	0	32	22	0	0	13	14	64	1
Monnaie fiduciaire et dépôts	49 401	49 546	42 942	127 124	69 238	114 113	218 213	95 491	131 167	162 816	150 180
Autorités monétaires											
Administrations publiques					1 005						
Banques	47 496	48 858	42 942	57 923	51 627	85 856	93 184	73 128	84 533	81 468	111 255
Autres secteurs	1 905	688		69 201	16 606	28 257	125 029	22 363	46 634	81 348	38 925
Autres avoirs	11 254	4 437	20 742	17 088	13 338	9 907	42 645	12 833	10 867	11 105	29 441
Autorités monétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	276	0	1 919
Banques	2 580	458	16 944	3 542	1 783	1 095	-1 023	-3 350	-5 320	-3 662	1 495
Long terme				0	0	0	0	94	0	0	0
Court terme	2 580	458	16 944	3 542	1 783	1 095	-1 023	-3 444	-5 320	-3 662	1 495
Autres secteurs	8 674	3 979	3 798	13 546	11 555	8 812	43 668	16 183	15 911	14 767	26 027
Avoirs de réserve	225 958	248 329	228 563	227 780	270 075	259 517	370 191	495 099	410 447	477 395	480 808
Or monétaire				0	0	0	0	0	0	0	0
Droits de tirage spéciaux	156	38	49	349	76	279	24	497	315	148	26
Position de réserve au FMI	6 556	6 966	7 120	7 346	8 365	8 265	8 156	7 240	7 151	9 520	5 289
Devises étrangères	219 246	241 325	221 394	220 085	261 473	250 973	362 011	487 362	402 981	467 727	475 493
Titres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres créances					161						

Engagements	1 422 761	1 974 251	1 920 420	2 123 783	2 157 019	2 249 139	2 365 050	2 320 845	2 391 622	2 469 230	1 438 183
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	33 562	272 366	174 230	148 935	93 310	156 625	327 861	354 537	364 246	484 639	480 952
Capital social et bénéfices réinvestis	24 388	21 923	58 676	51 266	55 809	60 940	288 752	286 381	328 857	363 962	338 945
Autres capitaux	9 174	250 443	115 554	97 669	37 501	95 685	39 109	68 156	35 389	120 677	142 007
Investissements de portefeuille	2 798	2 714	5 823	26 792	3 335	12 432	47 804	24 366	7 893	18 611	18 990
Actions et autres titres de participation	489	525	279	24 167	535	10 452	8 661	8 866	7 811	12 483	14 293
Banques	487	329	103	277	277	527	1 109	880	834	3 635	5 281
Autres secteurs	2	196	176	23 890	258	9 925	7 552	7 986	6 977	8 848	9 012
Titres de créance	2 309	2 189	5 544	2 625	2 800	1 980	39 143	15 500	82	6 128	4 697
Obligations et autres titres d'emprunt	2 309	2 189	5 544	2 625	2 800	1 980	39 143	15 500	82	6 128	4 697
Dont Autres secteurs	2 309	2 189	5 544	2 625	2 800	1 980	39 143	15 500	82	1 053	0
Instruments du marché monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres investissements	1 386 357	1 699 022	1 740 367	1 948 056	2 060 360	2 080 082	1 989 385	1 941 942	2 019 483	1 965 963	938 241
Crédits commerciaux	30 015	22 847	14 545	35 089	75 179	115 893	97 471	35 052	29 868	32 404	48 758
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	30 015	22 847	14 545	35 089	75 179	115 893	97 471	35 052	29 868	32 404	48 758
Prêts	1 339 559	1 648 014	1 700 159	1 860 060	1 922 265	1 886 366	1 779 518	1 800 710	1 892 618	1 812 513	740 425
Autorités monétaires	85 816	103 536	107 363	117 879	128 332	127 237	112 394	92 634	74 322	60 713	3 991
Utilisation des crédits et prêts du FMI	85 816	103 536	107 363	117 879	128 332	127 237	112 394	92 634	74 322	60 713	3 991
Administrations publiques	1 252 500	1 538 464	1 576 937	1 638 403	1 617 900	1 666 100	1 611 306	1 646 518	1 739 848	1 674 487	629 000
Long terme	1 252 500	1 538 464	1 576 937	1 638 403	1 617 900	1 666 100	1 611 306	1 646 518	1 739 848	1 674 487	629 000
Court terme											
Banques	162	440	8 085	18 596	14 163	12 098	19 010	20 842	30 321	35 528	42 450
Long terme		440	8 069	7 561	9 894	5 655	11 837	12 787	17 850	24 401	30 255
Court terme	162		16	11 035	4 269	6 443	7 173	8 055	12 471	11 127	12 195
Autres secteurs	1 081	5 574	7 774	85 182	161 870	80 931	36 808	40 716	48 127	41 785	64 984
Monnaie fiduciaire et dépôts	15 819	18 065	21 138	40 745	43 544	56 470	80 629	90 648	78 702	128 861	137 922
Autorités monétaires	2 568	1 627	1 195	1 718	1 412	1 932	3 111	3 843	1 911	4 118	4 175
Administrations publiques											
Banques	13 251	16 438	19 943	39 027	42 132	54 538	77 518	86 805	76 791	124 743	133 747
Autres secteurs											
Autres engagements	964	10 096	4 525	12 162	19 372	21 353	31 767	15 532	18 295	-7 815	11 136
Autorités monétaires	-5 913	680	-167	343	214	51	707	140	2 240	-17	1 355
Long terme											
Court terme	-5 913	680	-167	343	214	51	707	140	2 240	-17	1 355
Administrations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Banques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres secteurs	6 877	9 416	4 692	11 819	19 158	21 302	31 060	15 392	16 055	-7 798	9 781

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de base de détermination de la circulation fiduciaire.

Source : BCEAO.

Tableau A15 : BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI - TRANSACTIONS AU COURS DE LA PERIODE (EN MILLIONS DE FCFA)
PRESENTATION "OPTIQUE BCEAO"

Période	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004	2005	2006
Compte des transactions courantes	-133 412	-104 132	-122 821	-155 755	-181 214	-227 272	-103 720	-157 490	-216 052	-230 883	-114 306
Biens	-60 686	9 188	-1 206	-21 248	-33 409	-7 008	113 370	-35 160	-61 515	-76 265	39 201
Crédit	221 414	327 704	328 131	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262	515 835	580 673	810 671
Débit	-282 100	-318 516	-329 337	-372 821	-421 539	-538 598	-496 574	-574 422	-577 350	-656 938	-771 470
Marchandises générales	-99 978	-108 156	-134 337	-160 423	-221 454	-359 469	-285 966	-357 610	-333 058	-434 855	-549 538
Crédit	181 525	210 360	195 000	209 076	198 507	177 253	206 736	210 214	242 172	221 071	220 770
Débit	-281 503	-318 516	-329 337	-369 499	-419 961	-536 722	-492 702	-567 824	-575 230	-655 926	-770 308
Autres biens	39 292	117 344	133 131	139 175	188 045	352 461	399 336	322 450	271 543	358 590	588 739
Crédit	39 889	117 344	133 131	142 497	189 623	354 337	403 208	329 048	273 663	359 602	589 901
Débit	-597	0	0	-3 322	-1 578	-1 876	-3 872	-6 598	-2 120	-1 012	-1 162
Services	-149 129	-156 917	-159 235	-161 313	-167 905	-198 057	-151 667	-149 936	-153 552	-165 492	-188 863
Crédit	47 001	47 378	49 219	67 722	70 516	110 820	118 082	130 337	127 395	144 678	163 843
Débit	-196 130	-204 295	-208 454	-229 035	-238 421	-308 877	-269 749	-280 273	-280 947	-310 170	-352 706
Transports	-114 987	-117 670	-120 502	-130 129	-146 320	-176 583	-145 639	-156 720	-164 909	-171 930	-191 524
Crédit	14 751	14 635	14 997	19 878	23 569	17 439	14 639	24 790	16 184	18 511	20 433
Débit	-129 738	-132 305	-135 499	-150 007	-169 889	-194 022	-160 278	-181 510	-181 093	-190 441	-211 957
dont: Fret	-107 409	-108 895	-112 330	-127 085	-136 960	-158 163	-127 557	-135 058	-133 229	-143 403	-154 257
Crédit	3 770	3 850	4 191	4 797	12 156	13 587	13 215	17 930	13 326	13 357	16 922
Débit	-111 179	-112 745	-116 521	-131 882	-149 116	-171 750	-140 772	-152 988	-146 555	-156 760	-171 179
Voyages	-8 078	-8 490	-8 174	-6 047	55	38 494	47 230	46 679	39 052	37 688	28 689
Crédit	12 322	13 692	14 455	18 534	28 724	64 648	72 478	74 331	74 170	78 258	91 520
Débit	-20 400	-22 182	-22 629	-24 581	-28 669	-26 154	-25 248	-27 652	-35 118	-40 570	-62 831
Serv. Fournis/reçus par les adm pub., p.c.c	-3 296	-5 274	-5 017	-3 217	-2 958	2 450	8 605	7 141	5 717	8 219	9 980
Crédit	10 126	7 081	7 511	9 863	4 870	7 961	13 765	9 610	7 629	10 971	11 453
Débit	-13 422	-12 355	-12 528	-13 080	-7 828	-5 511	-5 160	-2 469	-1 912	-2 752	-1 473
Autres services	-22 768	-25 483	-25 542	-21 920	-18 682	-62 418	-61 863	-47 036	-33 412	-39 469	-36 008
Crédit	9 802	11 970	12 256	19 447	13 353	20 772	17 200	21 606	29 412	36 938	40 437
Débit	-32 570	-37 453	-37 798	-41 367	-32 035	-83 190	-79 063	-68 642	-62 824	-76 407	-76 445
Revenus	-22 013	-30 167	-29 968	-43 135	-69 901	-121 710	-167 410	-92 948	-102 931	-109 159	-134 643
Crédit	13 609	11 097	17 286	19 295	14 633	16 225	25 171	12 393	12 667	35 715	36 060
Débit	-35 622	-41 264	-47 254	-62 430	-84 534	-137 935	-192 581	-105 341	-115 598	-144 874	-170 703
Rémunération des salaires	676	851	692	1 867	1 147	2 248	3 472	3 061	2 686	2 847	4 802
Crédit	1 262	1 339	1 469	2 630	2 840	4 466	7 778	8 679	9 185	12 618	9 994
Débit	-586	-488	-777	-763	-1 693	-2 218	-4 306	-5 618	-6 499	-9 771	-5 192
Revenus des investissements	-22 689	-31 018	-30 660	-45 002	-71 048	-123 958	-170 882	-96 009	-105 617	-112 006	-139 445
Crédit	12 347	9 758	15 817	16 665	11 793	11 759	17 393	3 714	3 482	23 097	26 066
Débit	-35 036	-40 776	-46 477	-61 667	-82 841	-135 717	-188 275	-99 723	-109 099	-135 103	-165 511
Dont intérêts sur dette publique	-13 900	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983	-14 541
Crédit											
Débit	-13 900	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100	-16 800	-15 900	-16 064	-16 983	-14 541
Transferts courants	98 416	73 764	67 588	69 941	90 001	99 503	101 987	120 554	101 946	120 033	169 999
Crédit	111 654	88 665	89 465	89 741	111 901	117 834	126 887	154 312	132 762	150 882	199 173
Débit	-13 238	-14 901	-21 877	-19 800	-21 900	-18 331	-24 900	-33 758	-30 816	-30 849	-29 174
Administrations publiques	52 308	31 140	27 588	24 101	45 658	48 394	30 840	67 384	51 375	61 087	86 120
Crédit	54 108	32 947	29 400	25 901	49 954	50 437	32 909	69 703	53 685	63 221	88 440
Débit	-1 800	-1 807	-1 812	-1 800	-4 296	-2 043	-2 069	-2 319	-2 310	-2 134	-2 320
Autres secteurs (secteur privé)	46 108	42 624	40 000	45 840	44 343	51 109	71 147	53 170	50 571	58 946	83 879
Crédit	57 546	55 718	60 065	63 840	61 947	67 397	93 978	84 609	79 077	87 661	110 733
Débit	-11 438	-13 094	-20 065	-18 000	-17 604	-16 288	-22 831	-31 439	-28 506	-28 715	-26 854
Compte de capital et d'opérat* fin.	191 209	100 318	97 539	116 642	256 187	248 488	189 800	255 705	165 194	290 639	225 083
Compte de capital	70 610	65 013	73 142	69 734	74 907	101 858	100 105	96 212	108 647	108 590	1 180 961
Transferts de capital	70 625	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906	1 181 271
Crédit	70 625	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220	108 666	108 906	1 181 271
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	69 800	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552	1 175 349
Crédit	69 800	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838	98 651	102 552	1 175 349
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Remises de dettes	0	0	0	0	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052	1 107 451
Crédit	0	0	0	0	2 600	23 100	27 500	30 138	28 651	30 052	1 107 451
Débit											
Autres transferts publics de capital	69 800	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500	67 898
Crédit	69 800	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700	70 000	72 500	67 898
Débit											
Autres secteurs (privés)	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922
Crédit	825	2 207	2 862	990	3 338	6 023	3 500	5 382	10 015	6 354	5 922
Débit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acquis/cess* actifs non fin. non prdts	-15	-594	0	-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316	-310
Crédit		76									
Débit	-15	-670		-56	-31	-65	-145	-8	-19	-316	-310

Compte d'opérations financières	120 599	35 305	24 397	46 908	181 280	146 630	89 695	159 493	56 547	182 049	-955 878
Investissements directs	22 164	40 723	5 241	831	55 838	76 577	168 832	76 043	52 945	118 544	42 953
Crédit	24 144	43 365	21 136	31 564	75 738	111 287	258 332	94 147	99 036	167 360	95 322
Débit	-1 980	-2 642	-15 895	-30 733	-19 900	-34 710	-89 500	-18 104	-46 091	-48 816	-52 369
A l'étranger (par des résidents)	-795	3 960	9	-510	-2 857	-12 657	-1 097	-827	-413	495	-652
Crédit	139	4 136	459	3 006	1 394	217	741	1 521	2 108	1 981	4 840
Débit	-934	-176	-450	-3 516	-4 251	-12 874	-1 838	-2 348	-2 521	-1 486	-5 492
Dans l'économie déclarante (par non-résidents)	22 959	36 763	5 232	1 341	58 695	89 234	169 929	76 870	53 358	118 049	43 605
Crédit	24 005	39 229	20 677	28 558	74 344	111 070	257 591	92 626	96 928	165 379	90 482
Débit	-1 046	-2 466	-15 445	-27 217	-15 649	-21 836	-87 662	-15 756	-43 570	-47 330	-46 877
Investissements de portefeuille	298	-4 391	3 888	8 450	4 080	7 575	36 658	7 672	1 349	2 259	-1 699
Crédit	870	304	5 789	13 970	4 171	9 951	39 251	16 680	5 847	1 087	1 280
Débit	-572	-4 695	-1 901	-5 520	-91	-2 376	-2 593	-9 008	-4 498	1 172	-2 979
A l'étranger (par des résidents)	-572	-2 465	-1 832	-4 860	3 408	-1 280	-466	-8 582	1 904	-1 003	-450
Crédit			69		3 499		397	235	5 534	16	791
Débit	-572	-2 465	-1 901	-4 860	-91	-1 280	-863	-8 817	-3 630	-1 019	-1 241
Dans l'économie déclarante (par non-résidents)	870	-1 926	5 720	13 310	672	8 855	37 124	16 245	-555	3 262	-1 249
Crédit	870	304	5 720	13 970	672	9 951	38 854	16 445	313	1 071	489
Débit		-2 230		-660		-1 096	-1 730	-191	-868	2 191	-1 738
Autres investissements	98 137	-1 027	15 268	37 627	121 362	62 478	-115 795	75 778	2 253	61 246	-997 132
Crédit	173 189	111 070	104 703	137 145	255 631	222 424	191 050	144 996	134 800	224 897	193 918
Débit	-75 052	-112 097	-89 435	-99 518	-134 269	-159 946	-306 845	-69 218	-132 547	-163 651	-1 191 050
A l'étranger (par des résidents)	-5 138	-50 905	-20 768	-30 341	-31 704	-17 233	-194 258	-6 933	-57 043	-58 038	-62 615
Crédit	5 592	3 533	2 678	8 132	5 229	16 466	16 259	14 556	17 843	13 727	19 178
Débit	-10 730	-54 438	-23 446	-38 473	-36 933	-33 699	-210 517	-21 489	-74 886	-71 765	-82 333
Administrations publiques	0	0	0	0	-1 005	0	0	0	-276	0	-1 919
Crédit					-1005				-276	0	-1919
Débit											
Dans l'économie déclarante (par non-résidents)	103 275	49 878	36 036	67 968	153 066	79 711	78 463	82 711	59 296	119 284	-932 598
Crédit	167 597	107 537	102 025	129 013	250 402	205 958	174 791	130 440	116 957	211 170	174 200
Débit	-64 322	-57 659	-65 989	-61 045	-97 336	-126 247	-96 328	-47 729	-57 661	-91 886	-1 106 798
Administrations publiques	82 200	49 000	58 000	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700	45 826	83 400	-912 697
Crédit	143 100	88 000	83 900	91 700	95 000	119 400	102 600	97 500	82 800	122 900	140 600
Débit	-60 900	-39 000	-25 900	-31 400	-32 100	-37 700	-41 600	-36 800	-36 974	-39 500	-1 053 297
Autres secteurs	21 075	878	-21 964	7 668	90 166	-1 989	17 463	22 011	13 470	35 884	-19 901
Crédit	24 497	19 537	18 125	37 313	155 402	86 558	72 191	32 940	34 157	88 270	33 600
Débit	-3 422	-18 659	-40 089	-29 645	-65 236	-88 547	-54 728	-10 929	-20 687	-52 386	-63 501
Erreurs et omissions nettes	7 006	-8 265	-5 898	6 311	-4 139	6 783	-3 681	26 967	-13 233	-12 700	-25 795
Soles global	64 803	-12 079	-31 180	-32 802	70 834	27 999	82 399	125 182	-64 091	47 056	84 982
Avoirs et engagements extérieurs	-64 803	12 079	31 180	32 802	-70 834	-27 999	-82 399	-125 182	64 091	-47 056	-84 982
Crédit	57 247	68 369	61 127	87 413	29 205	41 961	103 948	63 750	125 610	83 633	88 763
Débit	-122 050	-56 290	-29 947	-54 611	-100 039	-69 960	-186 347	-188 932	-61 519	-130 689	-173 745
Autorités monétaires	-60 613	7 023	20 415	8 762	-46 888	11 989	-122 288	-133 303	68 053	-80 453	-59 477
Crédit	13 416	30 173	23 896	12 983	12 162	14 810	4 489	15 012	88 528	2 558	5 986
Débit	-74 029	-23 150	-3 481	-4 221	-59 050	-2 821	-126 777	-148 315	-20 475	-83 011	-65 463
Avoirs	-67 530	-21 954	19 904	805	-41 266	10 241	-110 783	-125 929	84 480	-66 978	-3 757
Crédit	303	535	20 069	1 428	1 543	11 705	882	1 531	84 711	167	4 353
Débit	-67 833	-22 489	-165	-623	-42 809	-1 464	-111 665	-127 460	-231	-67 145	-8 110
Engagements	6 917	28 977	511	7 957	-5 622	1 748	-11 505	-7 374	-16 427	-13 475	-55 720
Crédit	13 113	29 638	3 827	11 555	10 619	3 105	3 607	13 481	3 817	2 391	1 633
Débit	-6 196	-661	-3 316	-3 598	-16 241	-1 357	-15 112	-20 855	-20 244	-15 866	-57 353
Contreparties de réévaluation comptes du FN	2 195	5 742	-1 899	-3 570	-14 611	2 162	1 390	11 200	1 545	154	-86
Crédit	2 416	5 742	138	22	1 029	2 318	1 499	12 221	1 717	184	258
Débit	-221		-2 037	-3 592	-15 640	-156	-109	-1 021	-172	-30	-344
Banques	-4 190	5 056	10 765	24 040	-23 946	-39 988	39 889	8 121	-3 962	33 397	-25 505
Crédit	43 831	38 196	37 231	74 430	17 043	27 151	99 459	48 738	37 082	81 075	82 777
Débit	-48 021	-33 140	-26 466	-50 390	-40 989	-67 139	-59 570	-40 617	-41 044	-47 678	-108 282
Avoirs	16 548	1 079	0	-5 766	-22 641	-46 363	21 264	1 920	-15 906	-8 096	-48 085
Crédit	43 666	32 446	23 833	37 358	9 900	11 084	66 857	37 878	17 775	23 002	11 200
Débit	-27 118	-31 367	-23 833	-43 124	-32 541	-57 447	-45 593	-35 958	-33 681	-31 098	-59 285
Engagements	-20 738	3 977	10 765	29 806	-1 305	6 375	18 625	6 201	11 944	41 493	22 580
Crédit	165	5 750	13 398	37 072	7 143	16 067	32 602	10 860	19 307	58 073	71 577
Débit	-20 903	-1 773	-2 633	-7 266	-8 448	-9 692	-13 977	-4 659	-7 363	-16 580	-48 997

*Rupture de série des avoirs de réserve à partir de 2003 suite au changement de la base de détermination de la circulation fiduciaire.

Source : BCEAO.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int